

# L'Europe

## ET LA MENACE EXTRÉMISTE ET POPULISTE

### UNE RÉPONSE PROGRESSISTE



Groupe de l'Alliance Progressiste des  
**Socialistes & Démocrates**  
au Parlement européen

EXTREMISM WG

*Groupe de Travail sur l'Extrémisme,  
le Populisme, le Nationalisme et la Xénophobie*

Cette publication constitue le rapport d'activité du  
**Groupe de travail S&D sur l'extrémisme, le populisme, le nationalisme  
et la xénophobie**

**Présidente - Sylvie Guillaume, eurodéputée**

Edité par Frazer Clarke et Linda Moldovan, secrétariat du Groupe S&D

# Contenu

Préface par Hannes Swoboda .....	4
Sylvie Guillaume : « Montée de l'extrême droite et du populisme : il faut agir d'urgence » .....	6
La Déclaration de Budapest de l'Alliance Progressiste des Socialistes & Démocrates au Parlement européen .....	8
Note d'orientation de l'Alliance Progressiste des Socialistes & Démocrates au Parlement européen sur l'extrémisme, le nationalisme, la xénophobie, l'islamophobie et l'antisémitisme Adoptée le 17 novembre 2010 .....	10
Note d'orientation de l'Alliance Progressiste des Socialistes & Démocrates au Parlement européen sur la montée de l'extrémisme et du populisme d'extrême droite en Europe Adoptée le 16 avril 2014 à Strasbourg .....	14
Suivi de presse .....	19
Activités du Groupe S&D .....	23
A. Conférences .....	23
B. Missions d'établissement des faits .....	31
C. Étude des régressions démocratiques : mesurer la démocratie au sein de l'UE .....	34
La droite extrême et radicale : un défi pour les sociaux-démocrates par Jan Marinus Wiersma .....	36

# Préface

par Hannes Swoboda



Lorsque le Groupe S&D a décidé, il y a cinq ans, de créer un groupe de travail spécial pour suivre la montée du populisme et de l'extrémisme de droite en Europe, nous étions en phase de célébration du succès économique et politique d'un élargissement majeur de l'Union européenne. Mais nous constatons, parallèlement, des manifestations d'une dynamique inquiétante, tant en Europe orientale qu'occidentale : montée silencieuse de nouveaux nationalismes et populismes, tendance à la remise en question des droits des minorités, utilisation d'un discours de haine raciste en politique ; le tout sur fond de distanciation croissante entre citoyens et institutions.

Nous avons décidé de surveiller ces tendances parce que, en tant que Socialistes & Démocrates, nous pensions et nous pensons toujours que cette dynamique risquait de creuser un fossé au cœur même de l'Union européenne. L'enjeu, pour nous, n'était rien de moins que le noyau dur du projet européen : démocratie, citoyenneté, égalité et non-discrimination. La montée du populisme et des extrémismes de droite remettait en question l'Europe en tant que communauté de droits et de valeurs.

Dans cette optique, le groupe de travail sur l'extrémisme a œuvré sans relâche au cours des cinq dernières années. Il a non seulement fait office de mécanisme d'alarme et de réaction, mais aussi et avant tout servi de forum, unique

en son genre, pour un débat politique sur la situation de la démocratie, de l'État de droit et des droits dans l'Union européenne.

Cette réflexion a soutenu le travail parlementaire de notre Groupe. Il nous a permis de prôner et de faire avancer des résolutions et initiatives politiques concernant les droits fondamentaux au sein de l'UE, les droits des minorités, les droits des Roms, les droits des personnes LGBTI.

Aujourd'hui, alors que nous célébrons l'anniversaire des événements tragiques de 1914 qui ont marqué le début de la Première Guerre mondiale et l'entrée de l'Europe dans une phase noire de son histoire, caractérisée par d'immenses souffrances, par la mort et la destruction, aujourd'hui plus que jamais nous devons nous souvenir que l'Europe est née de cette tragédie pour garantir la paix, le bien-être, la prospérité, et pour faire en sorte que le nationalisme et le populisme n'aient plus jamais le dessus.

Or, en observant l'Union européenne d'aujourd'hui, nous ne pouvons pas affirmer avoir atteint ces objectifs fondamentaux du projet européen. De nouveaux nationalismes, de nouveaux mouvements et de nouveaux partis qui exploitent la peur et la haine des minorités montent à nouveau en puissance ; de nouvelles divisions entre l'Est et l'Ouest, le Nord et le Sud sont créées et exploitées.

En vérité, l'Union européenne manque à ses promesses et à ses devoirs dans de nombreux domaines. La réponse austéritaire à la crise mise en place sous la pression de la droite et des libéraux en Europe, a produit des niveaux de chômage inacceptables, aggravé les inégalités, engendré un coût social insupportable et réduit les droits fondamentaux des citoyens.

Sur ce terrain se sont développés les nationalismes et les populismes qui exploitent les peurs et l'insécurité des populations. Et s'ils montent en puissance, c'est aussi parce que la distance entre citoyens et responsables politiques s'est accrue en Europe et qu'il est devenu plus difficile pour les citoyens de s'exprimer, de choisir et de se faire entendre.

Une des principales leçons à tirer de notre groupe de travail sur l'extrémisme, c'est que la lutte contre le nationalisme et le populisme peut être gagnée si nous tenons bon face à la rhétorique de haine, de discrimination et d'agression, et si nous réussissons, en même temps, à remettre l'Europe sur les rails et au travail, loin de l'austérité, vers des politiques économiques et sociales qui produisent bien-être, croissance, emplois et enseignement pour tous.

Ce combat pour une nouvelle Europe alternative, pour une Europe équitable et sociale pour tous, a été le cœur de notre travail au cours des cinq dernières années et reste notre principale priorité pour les années à venir.



**Hannes SWOBODA**  
Président du Groupe S&D  
de janvier 2012 à juin 2014

# Montée de l'extrême droite et du populisme : « Agir de toute urgence »

par Sylvie Guillaume



Ces dernières années, nous avons été témoins de la montée et, dans certains cas, de la **consolidation d'idéologies qui prônent l'intolérance, le racisme, la xénophobie et la violence, et qui pratiquent une rhétorique anti-européenne.**

Le climat difficile dans lequel nous vivons (qualifié par Paul Krugman, prix Nobel d'économie, d'Europe « austéritaire »), marqué par la désintégration des liens sociaux et le rejet citoyen des gouvernements et des élites politiques, offre un terrain fertile au racisme, à la xénophobie et aux crimes de haine qui connaissent une montée inquiétante. Pourquoi inquiétante ? Parce qu'elle menace nos valeurs de démocratie, solidarité et tolérance.

Ces idéologies s'opposent aux principes fondateurs de l'Europe, mettent en question les politiques qui encouragent une société inclusive, ouverte et tolérante et s'opposent aux valeurs de paix, de liberté et de modernité.

**Outre l'extrémisme violent**, qui devient plus évident et plus visible, **il y a également des remarques, allusions, moqueries et autres formes d'expression insidieuses qui se banalisent de jour en jour**, auxquelles contribuent dans une grande mesure les nouveaux médias tels que les réseaux sociaux, très populaires. Ce discours reste sans réponse ; toutefois, nous devons réagir, faute de quoi nous laisserions les gens

conclure que ces paroles – aussi triviales qu'elles paraissent – peuvent devenir acceptables dans notre société, ce qui n'est absolument pas le cas.

**Des discours de haine**, impensables il y a quelques années, **gagnent actuellement en popularité ; un récit désinhibé** s'est insinué insidieusement dans le débat politique, au point où il est à présent plus ou moins « acceptable ».

Enfin, il est devenu **banal de voir le populisme, le nationalisme et l'eurosepticisme prospérer dans les débats au Parlement européen**, et il est peu probable que cette tendance s'inverse, considérant l'activité de partis comme le Front National, UKIP ou Aube dorée.

**La lutte contre l'extrémisme et le populisme a toujours été une priorité politique de notre Groupe**, et nous avons toujours œuvré au développement de réponses et de solutions concrètes, conformes à nos valeurs et convictions de Socialistes & Démocrates. Tandis que les discours de haine continuent à infiltrer les grands mouvements politiques, exploitant les peurs des plus vulnérables parce qu'ils seraient source d'un succès électoral, il est plus nécessaire que jamais d'élaborer les moyens de combattre ces discriminations. Elles doivent être considérées comme inacceptables au lieu d'être banalisées.

Notre **groupe de travail sur l'extrémisme, le populisme, le nationalisme et la xénophobie a effectué une étude approfondie de ce phénomène**, tant au Parlement européen que dans les États membres, au moyen **d'échanges de vues permanents avec des ONG et des experts**. Nous avons effectué des **missions d'observation** dans plusieurs pays, entre autre celle de **2011 à Luton au Royaume-Uni**, au sujet du développement de l' **English Defence League** ; ou celle de **2012 à Athènes**, pour étudier la manière dont **Aube dorée** s'est développée en Grèce.

Nous avons organisé des conférences, comme celle consacrée aux attaques du 22 juillet 2011 à Oslo et Utøya, qui nous ont permis d'entendre des témoignages particulièrement touchants de survivants du massacre.

Nous avons aussi **soutenu la publication**, à l'automne dernier, d'un **rapport** réalisé par le centre d'étude et de recherche **DEMOS**, pour mesurer l'état général de la démocratie au sein de l'Union européenne, avec un ciblage sur plusieurs États membres en particulier. Cette étude a confirmé nos graves inquiétudes concernant les **menaces qui pèsent sur les principes démocratiques, à tous les niveaux de la société**. Plus généralement, le rapport montre que l'Europe est devenue moins tolérante envers les groupes minoritaires. Les attitudes envers les musulmans, en particulier, se sont substantiellement durcies au cours des années 2000.

En ce qui concerne notre travail parlementaire de la dernière législature, nous avons, à maintes reprises, appelé – et nous continuons à le faire – les États membres à débloquent enfin la proposition de **directive antidiscriminatoire**, et à intensifier leurs efforts pour passer enfin des paroles aux actes, afin de faire en sorte que les déclarations de soutien de la plupart des forces démocratiques n'en restent pas au niveau de simples vœux pieux. En juillet 2012, nous avons réussi à faire adopter par le PE une **résolution sur la situation des droits fondamentaux en Hongrie**, en dépit de l'opposition de la droite. Cette résolution soulignait nos

inquiétudes concernant les violations commises par un gouvernement dangereusement populiste, qui menace les valeurs européennes, et porte gravement atteinte à la liberté d'expression et aux droits des minorités.

Enfin, le 14 mars 2013 nous avons soutenu l'adoption d'une **résolution visant à renforcer la lutte contre le racisme, la xénophobie et les crimes de haine**. Nous avons, en particulier, demandé le renforcement de l'ensemble des instruments du droit pénal européen, afin de combattre plus efficacement ces crimes, tout en respectant le principe de liberté d'expression. Nous avons également invité le Conseil à réviser la décision cadre 2008/913/JAI sur la lutte, par les moyens du droit pénal, contre certaines formes et expressions de racisme et de xénophobie, afin d'étendre son contenu aux manifestations et actes d'antisémitisme, d'intolérance religieuse, d'anti-tsiganisme, d'homophobie et de transphobie.

C'est dans ce contexte que nous devons, plus que jamais, renforcer nos efforts pour relancer la croissance économique et le marché de l'emploi, pour **permettre aux gens de retrouver confiance dans l'avenir**. Toutefois, les résultats des élections récentes montrent que nous devons davantage tenir compte des préoccupations des citoyens, qui ne croient plus aux propositions des partis traditionnels et demandent un changement radical de la gestion politique. Ce message doit être entendu.



Sylvie Guillaume

Eurodéputée, vice-présidente du Groupe S&D  
présidente du Groupe de travail sur l'extrémisme, le  
populisme, le nationalisme et la xénophobie  
janvier 2012 – juin 2014



# La déclaration de Budapest

## de l'Alliance Progressiste des Socialistes & Démocrates au Parlement européen.

**Nous appelons** l'Union européenne à agir d'urgence et résolument contre les forces montantes de la haine et de la division dans la société.

**Nous dénonçons** toutes les formes d'extrémisme et de populisme, comme l'ultranationalisme, la xénophobie, l'islamophobie et l'antisémitisme. L'influence exercée par ces forces sur les jeunes, ainsi que l'adoption par les partis traditionnels de droite ou du centre droit de politiques extrémistes, qu'ils soient au gouvernement ou dans l'opposition, nous inquiètent profondément.

**Nous mettons en garde** contre la menace que représentent ces évolutions pour l'influence européenne dans le monde et pour le développement de notre Union.

Dans ce contexte, nous devons nous attaquer au chômage des jeunes, qui n'ont aucun espoir d'avenir.

Nous sommes partisans d'une société solidaire et d'une citoyenneté européenne qui augmente la qualité de vie des populations. Nous appelons à défendre vigoureusement les valeurs européennes fondamentales de tolérance, non-discrimination et diversité culturelle.

L'inclusion, l'intégration et l'enseignement doivent être les pierres angulaires de la réussite de l'Union européenne.

Dans toute l'Union européenne, l'intégration des Roms doit bénéficier d'une attention particulière. Elle doit faire l'objet d'une stratégie globale pour l'emploi et l'enseignement,

d'amélioration des conditions de vie, de respect de la dignité des Roms, et qui leur demande d'assumer leurs responsabilités dans la société. Les communautés de Roms doivent être protégées contre l'exploitation par le crime organisé et contre toute forme de discrimination. Nous appelons les gouvernements à rejeter les politiques qui sapent ces objectifs, comme l'expulsion récente de Roms par la France.

L'UE peut jouer un rôle éminent dans la réalisation de notre conception du monde. Nous demandons :

- **D'URGENCE** le développement de politiques qui s'attaquent aux problèmes sociaux que les extrémistes s'empressent d'exploiter, comme la pauvreté et le chômage ;
- **LA DÉFENSE INCONDITIONNELLE** du Traité, par la Commission européenne, qui doit obliger les États membres à respecter leurs obligations en la matière, et
- **L'ADOPTION IMMÉDIATE** par le Conseil de la directive anti-discrimination.

**Nous promettons** notre soutien aux lois progressistes qui défendent le modèle européen de tolérance et d'inclusion. Première force progressiste au Parlement européen, nous sommes des partisans farouches d'une discussion ouverte sur tous les vrais problèmes de la société. Nous sommes fiers de notre programme constructif pour une réforme économique et sociale. Nous sommes persuadés que dans un débat ouvert, nos conceptions auront le dessus sur les solutions superficielles proposées par les populistes, les eurosceptiques et les ultranationalistes.

**Nous nous engageons** à surveiller les activités qui menacent la cohérence sociale et nous promettons notre soutien aux contremesures effectives. Nous exhortons toutes les forces politiques à nous rejoindre dans la promotion des valeurs démocratiques de l'Union européenne et dans le rejet des mouvements fondés sur la haine ou la suspicion envers des groupes particuliers de la société.

À cette fin, nous invitons les institutions européennes à lancer une déclaration solennelle conjointe, qui affirme leur attachement à une Europe de la liberté, de la tolérance et de la justice.

# Document d'orientation sur l'extrémisme, le nationalisme, la xénophobie, l'islamophobie et l'antisémitisme

**Alliance Progressiste des Socialistes & Démocrates au Parlement européen  
Adoptée le 17 novembre 2010**

- 1.** Le Groupe S&D est préoccupé par l'occurrence de plus en plus fréquente, au sein de l'UE, d'incidents et d'actions comportant des éléments d'extrémisme politique et religieux, de populisme, de nationalisme extrême, d'islamophobie, d'antisémitisme et de xénophobie. Notre inquiétude est d'autant plus grande que ces événements sont parfois encouragés et soutenus par des gouvernements. Dans ce contexte, nous sommes témoins de l'intégration de plus en plus fréquente d'idées d'extrême droite dans les programmes et les politiques mises en œuvre par la droite et le centre droit. Ces politiques, comme les expulsions de Roms par la France et d'autres événements en Italie, violent souvent directement la Charte des droits fondamentaux de l'UE, le Traité de l'Union européenne et les principes de non-discrimination et de liberté de circulation. Les valeurs fondamentales de l'UE de tolérance et de non-discrimination, ainsi que le principe d'unité dans la diversité, doivent être protégés et respectés, afin de maintenir et promouvoir une société et une citoyenneté européennes ouvertes et inclusives. Nous rejetons tout autant les idéologies extrémistes religieuses qui s'opposent à notre conception fondamentale de l'Europe. Dans cette optique, nous appelons toutes les forces politiques et tous les acteurs sociaux de la société d'œuvrer sur base de ces principes et de promouvoir les valeurs démocratiques de l'Union. Nous exhortons l'ensemble des forces politiques à se distancier clairement et sans équivoque des idées et actions populistes, extrémistes ou d'extrême droite. Nous les exhortons à condamner vigoureusement la montée des activités et organisations xénophobes d'extrême droite. C'est la seule garantie pour le maintien d'une société vraiment démocratique et libre dans le cadre de l'UE. Et c'est la seule manière viable qu'ont les pays de l'UE pour progresser, en intervenant tant au niveau national qu'à l'échelle européenne.
- 2.** Si nous propageons les stéréotypes populistes concernant les immigrants, les Roms, les personnes qui diffèrent par leur origine ethnique ou religieuse ou leur orientation

sexuelle, nous courons un énorme risque de destruction graduelle du tissu social de nos sociétés. L'angoisse du déclin social, qui hante un vaste segment de notre société, ne fait qu'aggraver le problème. Par conséquent, le combat en faveur des principes de la société providence et contre la pauvreté et l'exclusion sociale n'est pas seulement capital pour les politiques économiques et sociales, mais aussi pour la prévention des tendances extrémistes. Dans cet esprit, nous n'acceptons pas la criminalisation ou la stigmatisation de groupes sociaux en raison des difficultés économiques. Ce combat est aussi crucial pour la préservation de nos valeurs démocratiques. Les jeunes, en particulier, risquent plus d'être manipulés dans le sens des conceptions extrémistes, car sont généralement plus vulnérables et fragiles. D'autant plus qu'ils sont les premières victimes de la crise financière et économique actuelle, qui a engendré un chômage de masse, précarisé les emplois, produit de l'insécurité et déstabilisé les conditions sociales. Nous devons tous combattre les causes réelles de l'extrémisme et apporter des solutions appropriées qui s'attaquent à ces causes.

**3.** En tout état de cause, les problèmes liés à l'économie et à la migration ne doivent pas être prétexte au clivage de la société et au développement d'un nationalisme et d'un populisme économiques. Les partis de droite et du centre doivent veiller à ne pas utiliser ces politiques pour couvrir les inefficacités gouvernementales ou, pire encore, pour détourner l'attention d'autres sujets critiques à l'ordre du jour dans les pays membres. L'adoption par les partis traditionnels de droite et du centre droit de politiques extrémistes, qu'ils soient au gouvernement ou dans l'opposition, est encore plus inacceptable. Le Groupe S&D appelle ces partis à condamner vigoureusement la montée de l'extrémisme et des activités et organisations d'extrême droite. L'extrémisme ne doit avoir aucune place dans la sphère publique, que ce soit à l'échelle locale, régionale, nationale ou européenne. Il est un

fait que l'insécurité économique actuelle et l'absence de dimension sociale européenne forte engendrent le populisme d'extrême droite.

**4.** L'extrême droite exploite les liens évidents entre extrémisme et anti-européanisme, d'une part, et mouvements xénophobes et questions sociales, de l'autre. À longue échéance, ces liens nuiront à la cause européenne et à la poursuite de l'intégration européenne et, de surcroît, elles affaibliront le rôle mondial de l'UE et son influence planétaire. Les partis de droite et du centre droit devraient reconnaître ces faits, les accepter et se positionner par rapport à eux.

**5.** Nous considérons comme inacceptable toute forme de nationalisme extrême. En Europe centrale et méridionale, les animosités nationales entre pays voisins favorisent les extrémistes de droite. Nous sommes conscients des sensibilités remontant à des « blessures » historiques souvent non cicatrisées dans certaines parties d'Europe. Toutefois, elles ne peuvent être guéries par les discours réactionnaires qui invoquent les démons du passé et en abusent. En tant que Socialistes & Démocrates, nous devons condamner toutes les tentatives d'abuser des minorités nationales à des fins nationalistes. L'histoire ne peut plus être changée. À présent, il faut se tourner vers l'avenir.

**6.** Les « blessures » de l'histoire peuvent et doivent être surmontées par des politiques positives, qui isolent les extrémistes et les nationalistes extrémistes. En conséquence, nous soutenons tous les efforts qui visent à renforcer les liens sociétaux et la confiance entre nations majoritaires et minorités. Dans cette optique, il est impératif de renforcer la coopération transfrontière, qui bénéficie à l'ensemble des citoyens. Il faut mettre l'accent sur les villes et régions qui souffrent du chômage de masse, ainsi que sur les régions les moins développées, qui constituent des réservoirs de soutien aux mouvements d'extrême droite.

**7.** The Le Groupe S&D est pleinement convaincu que l'inclusion, l'intégration et l'enseignement jouent un rôle-clé dans la réussite de nos sociétés. La défense la plus puissante contre l'extrémisme et l'intolérance consiste à développer une conception différente de l'Europe, fondée sur le renforcement de sa dimension sociale. Nous sommes partisans d'une Europe de la justice, de l'inclusion sociales et du travail décent. La crise économique et financière actuelle a provoqué un désespoir économique et social, qui alimente la montée de l'extrême droite. La stigmatisation de certains groupes ethniques et de certaines religions, la propagande raciste, l'islamophobie, l'antisémitisme et les activités et discours discriminatoires des groupes d'extrême droite, les mesures d'expulsion arbitraire prises par certains gouvernements, tout cela ne peut qu'aboutir à des troubles sociaux et à l'échec de l'intégration. Au lieu de cela, nous devons prendre exemple sur les meilleures pratiques d'intégration et les expériences des personnes actives sur le terrain, pour élaborer un ensemble cohérent de lignes directrices. Les gouvernements nationaux, les maires, les partis politiques, les ONG, les syndicats, les entreprises et les personnes qui disposent d'une vaste expérience sur le plan des mesures intégrationnistes, partagent la responsabilité en la matière. Ils doivent unir leurs efforts pour obtenir des résultats viables.

**8.** L'UE doit assumer un leadership éminent dans ce domaine. La Commission doit jouer son rôle de gardien du traité et obliger les États membres à respecter leurs obligations. Or, les derniers temps la Commission s'est montrée beaucoup trop fuyante dans sa défense des droits fondamentaux. Par ailleurs, le Conseil des ministres doit adopter sans délai la directive antidiscriminatoire. De plus, le Conseil européen doit jouer un rôle actif, dynamique et orienté vers l'avenir dans le combat contre l'extrémisme, le populisme et la xénophobie. Dans cet esprit, nous encourageons le Conseil européen à réaffirmer dans une déclaration son engagement envers

les principes fondamentaux de l'UE et leur application concrète par l'ensemble des États membres.

**9.** La question de l'intégration des Roms en Europe nécessite une attention particulière. Cette intégration doit être fondée sur une stratégie globale qui comprend des politiques généreuses de l'emploi et un effort extraordinaire d'enseignement. Elle doit viser à améliorer progressivement les conditions de vie des citoyens Roms. L'intégration à part entière de ces minorités constitue une tâche à long terme, dévolue à l'UE dans son ensemble.

**10.** En attendant, nous appelons les gouvernements à ne pas mettre en place de politiques mettant en péril l'objectif à long terme, comme les expulsions récentes de Roms par la France et les événements précédents en Italie. Nous leur demandons de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour protéger les communautés de Roms contre l'exploitation par le crime organisé et contre toute forme de discrimination.

**11.** Nous invitons les partis frères des États membres et pays candidats à analyser leurs politiques en matière d'extrémisme, de populisme, de nationalisme, de xénophobie, d'islamophobie et d'antisémitisme et à échanger leurs vues sur les meilleures pratiques, particulièrement en matière d'immigration. La famille socialiste doit renforcer son dialogue avec les citoyens et nous devons tous renforcer le dialogue avec nos membres et électeurs sur ces questions, afin de regagner la confiance tant de la majorité que des minorités de la société.

**12.** Dans cet esprit, le Groupe S&D propose que ses politiques s'inspirent des fondamentaux suivants :

**a)** Nous appelons toutes les institutions de l'UE à intensifier leur lutte contre toutes les formes d'extrémisme, de populisme, de nationalisme, de xénophobie, d'islamophobie et d'antisémitisme, qui

sont contraires aux valeurs fondamentales de l'UE, et à prendre toutes les mesures nécessaires pour corriger la situation. Nous demandons l'adoption d'une nouvelle législation dans des domaines pas encore couverts par la législation en vigueur ;

- b)** Nous suivrons de près toutes les actions de l'UE en la matière et, parallèlement, nous surveillerons toutes les décisions et initiatives prises par les pays membres. Nous élaborerons régulièrement des rapports qui seront distribués à la presse, aux médias ainsi qu'aux ONG actives dans ces domaines ;
- c)** Nous appelons les partis politiques de droite et de centre droit, qu'ils gouvernent ou soient dans l'opposition, à condamner les politiques et actions extrémistes. Nous appelons tous les acteurs politiques et sociaux à unir leurs efforts pour assurer le respect des valeurs et des droits fondamentaux de l'UE ;
- d)** Nous entreprendrons des missions d'établissement des faits dans les pays et régions appartenant à l'UE ou candidats à l'adhésion, afin de tirer des leçons des bons et des mauvais exemples de prévention et de traitement de l'extrémisme ;
- e)** Nous organiserons des conférences et des réunions pour explorer les stratégies de survie quotidienne pratiquées par les différents groupes ethno-culturels. Nous nous efforcerons de trouver des solutions et des modèles susceptibles d'améliorer tangiblement les conditions des communautés d'immigrés, par l'enseignement et l'emploi. Nous attacherons une

attention particulière au traitement des vraies causes de la criminalité dans ces communautés, souvent dues à l'échec des politiques d'intégration, particulièrement au sein de la jeune génération ;

- f)** Nous organiserons des rencontres thématiques au sein des États membres, consacrées à l'extrémisme, au populisme, au nationalisme et à la xénophobie ; nous inviterons des ONG, des experts, des journalistes et des personnes confrontées au quotidien à ces questions, afin d'avancer une série de recommandations et de demandes ;
- g)** Nous encourageons les médias à utiliser les mesures d'autorégulation existantes afin d'évaluer les actes et tendances extrémistes, nationalistes et xénophobes en fonction de principes rigoureux ; nous invitons les intellectuels dont les voix sont appréciées par le public, à condamner ces phénomènes. Nous lutterons pour une perception équilibrée de l'histoire et pour éviter les interprétations unilatérales, afin de ne favoriser aucune force politique et de n'alimenter aucun mouvement nationaliste radical ;
- h)** Nous élaborerons un réseau et développerons des contacts et alliances avec des partis nationaux, groupes parlementaires, ONG, organes de presse et médias, ainsi qu'au sein des institutions de l'UE ;
- i)** Nous œuvrerons à la traduction du discours en faveur du renforcement de l'Europe sociale en politiques concrètes qui s'attaquent à la pauvreté et l'insécurité économique.

# Document de position concernant la montée de l'extrême droite et du populisme en Europe

## Alliance Progressiste des Socialistes & Démocrates au Parlement européen – adoptée le 16 avril 2014

Les valeurs de l'Europe sont menacées. Elles sont remises en cause par la montée en puissance d'idéologies de l'intolérance, du racisme et de la xénophobie, ainsi que par des discours qui s'opposent aux principes fondateurs mêmes de l'Union européenne. Des discours de haine, inconcevables il y a quelques années à peine, gagnent en popularité, se désinhibent et se banalisent partiellement dans le débat politique. Dans plusieurs États membres, des formes subtiles d'intolérance inspirent les actions des gouvernements, au point que l'expression ouverte de vues populistes et extrémistes est devenue courante.

### NOTRE TRAVAIL

C'est pour ces raisons que, notre Groupe a créé un **groupe de travail sur l'extrémisme, le populisme et la xénophobie dans l'Union européenne**, pour effectuer un suivi et pouvoir réagir promptement à tout événement et activité contraires aux principes d'une Europe libre et inclusive. **Dans le même élan, le Groupe S&D a adopté en 2010 une note d'orientation qui proposait une série d'initiatives pour le mandat qui vient de s'achever. En fin de législature, nous constatons avoir accompli de grands progrès vers la réalisation de nos objectifs :**

- nous avons suivi de près l'évolution des mouvements extrémistes, ainsi que les bonnes pratiques en matière d'intégration, tant à l'échelle européenne qu'au sein des États membres. **Nous avons effectué des missions**

**d'établissement des faits**, entre autres au Royaume-Uni, en Grèce, en Belgique, en France et en Roumanie. Nous avons aussi **élaboré ou commandé des rapports** d'analyse approfondie, dont un rapport exhaustif, publié par le centre d'études et de recherche indépendant DEMOS, qui propose une analyse en profondeur de l'état de la démocratie en Europe ;

- Nous avons signalé en permanence les développements qui remettent en question les principes fondateurs de l'UE. Nous avons collaboré avec nos partenaires sociaux et politiques pour garantir le respect des droits et libertés fondamentaux. Par ailleurs, nous avons **organisé régulièrement des conférences et des débats avec la société civile, des journalistes, des experts et des représentants de différentes communautés**, dont celles-ci : « Une société ouverte pour tous : menaces sur la liberté des médias et la démocratie » ; « Menaces sur la liberté des médias : problèmes nationaux, solutions européennes ? » ; « L'influence de l'extrême droite sur la politique traditionnelle » ; « L'intégration sociale, clé d'une économie équitable et ouverte » ; et « Plus d'ouverture, plus de démocratie en réponse aux attaques d'Oslo et d'Utøya » ;
- Nous avons proposé et développé des politiques concrètes pour renforcer l'Europe sociale ; nous avons favorisé et soutenu des initiatives visant à s'attaquer à

la discrimination, aux crimes de haine et à l'extrémisme. **Nous avons lancé et soutenu des résolutions** (en 2012, relatives aux sites internet et réactions gouvernementales discriminatoires, au renforcement du combat contre le racisme, la xénophobie et les crimes de haine ; en 2013, concernant les progrès réalisés en matière de mise en œuvre des stratégies nationales d'intégration des Roms ; **des rapports** (concernant le règlement qui crée le Fonds « Asile, migration et intégration » ; sur la situation des droits fondamentaux au sein de l'UE ; sur le Tableau de bord concernant la justice dans l'UE ; ...) ; **des débats en plénière du Parlement européen** (sur la montée de l'extrémisme de droite en Europe ; sur la situation des Roms au sein de l'UE en 2013 ; ...) ; et **nous avons demandé des comptes à la Commission et au Conseil de l'UE** (question orale sur la situation des Roms dans les États membres en 2012 ; ...)

## CONSTATATIONS ACTUELLES

### L'Europe sous tension

L'Europe passe par une période de tension et de **crise prolongée, qui se manifeste sur les terrains économique, social et politique, ainsi qu'à l'échelle des identités personnelles et nationales**. La crise économique ne détermine pas en soi la montée de l'extrémisme, mais des facteurs dérivés jouent un rôle crucial : les citoyens européens sont en effet confrontés à une **pauvreté et un chômage croissants et ils sont soumis à l'austérité**. Cette situation influence le mode de vie des citoyens et **installe l'angoisse de la perte du statu quo socio-économique**. La menace que la migration représenterait pour les sociétés nationales est un des principaux arguments brandis par les partis populistes et extrémistes. Ils désignent **les migrants et les minorités** comme boucs émissaires, responsables de la plupart des difficultés traversées par les citoyens. La conjonction de ces facteurs a entraîné une **perte de confiance dans le système établi et dans les partis traditionnels**, et constitue un terreau où peuvent fleurir les discours de colère anti-establishment.

### Montée des partis et mouvements populistes et extrémistes de droite

Nous avons observé la tendance à la hausse de la popularité des partis et mouvements populistes et extrémistes de droite. Même s'ils font preuve de divers degrés d'agressivité (certains se présentent sous de nouveaux atours, se focalisent sur les questions sociales et évoluent aux marges de la respectabilité pour tenter de se dédiaboliser), **ces partis présentent de nombreuses similarités et leurs discours se concentrent sur les mêmes questions**. La tolérance envers la violence extrémiste commence par l'acceptation d'idéologies et d'idées extrémistes, se développe en justification généralisée d'actes illégaux et peut, au bout du compte, se muer en attaque contre la cohésion sociale et la démocratie.

### La rhétorique de l'intolérance, de l'agressivité et de la haine

Les populistes et extrémistes de droite tentent de se poser en vrais représentants du peuple, qui expriment les problèmes des citoyens et leur insatisfaction par rapport à l'état actuel des choses. Ils adoptent un discours très simpliste, formulent des évidences avec une charge émotionnelle, se rebellent contre toutes les difficultés traversées par la société et n'avancent que des propositions clairement irréalisables et même dommageables.

Des questions comme **la crise économique, la migration, la mondialisation et, au bout du compte, l'idée même d'une Europe unie sont représentées et utilisées abusivement et de manière irresponsable, dans le seul but d'obtenir un gain de popularité**. Le discours des partis populistes se focalise sur l'immigration, qualifiée de charge ou même d'invasion, et sur des liens supposés entre l'immigration et la crise économique.

Déplorablement, **le discours de haine s'est infiltré dans le débat politique et social en Europe**. Le seuil d'acceptabilité des expressions haineuses s'est affaibli, ce qui a alimenté un climat de suspicion et d'agressivité débouchant sur la criminalité. Nous avons atteint un point où la dissimulation n'est

plus nécessaire et où les idées xénophobes, discriminatoires et même racistes peuvent s'exprimer librement et sans risquer d'être réprimées.

Un autre aspect préoccupant est le fait que dans certains États membres, les déclarations extrémistes, anti-LGBTI, nationalistes, antisémites, islamophobes et anti-Roms venant de l'extrême droite, sont de plus en plus fréquentes et ne sont pas remises en cause par les partis et responsables politiques traditionnels.

### QUE FAIRE ?

#### Révéler la réalité masquée par le discours populiste et extrémiste

Quelle Europe les populistes et extrémistes prônent-ils ? À quoi ressembleraient nos vies si nous suivions leurs scénarios d'intolérance et de xénophobie ? **Nous devons montrer où mèneraient les propositions populistes et extrémistes** et nous devons nous **élever avec force contre tout discours qui fait l'apologie de la discrimination, de l'agression et de la haine**. Nous devons le contrer point par point : réfuter chaque idée trompeuse par des arguments factuels ; répliquer à chaque fait erroné et chaque faux chiffre ; dénoncer toute proposition destructrice. Les populistes et extrémistes déforment la réalité pour l'adapter à leurs idées. La plupart du temps, leurs affirmations sont purement émotionnelles. En tant que Socialistes & Démocrates, **nous pouvons apporter des faits, des chiffres et des propositions concrètes pour l'avenir**, et nous devons le faire à chaque fois que nous sommes confrontés à des discours populistes.

À la tendance croissante qu'ont les partis traditionnels à adopter le discours populiste, nous devons répondre en soulignant les avantages de notre conception progressiste. **Nous ne devons pas céder au populisme**, nous devons réagir, le démonter et le contrer par des propositions tangibles et une approche honnête.

Nous devons provoquer une prise de conscience en lançant des campagnes d'information pour révéler le vrai visage du populisme et de l'extrémisme.

**Les populistes combattent l'Union européenne tout en bénéficiant de fonds européens**, tant en leur qualité d'eurodéputés que de partis et fondations européennes. **Alors qu'ils tiennent en plénière des discours vindicatifs** propagés viralement sur internet, pour montrer à leur électorat qu'ils sont actifs, **ils ne participent en fait pas aux réunions des commissions et n'accomplissent aucun travail au sein du Parlement européen**. Sans la moindre corroboration factuelle, ils dénoncent des invasions démographiques entre États membres ; ils affirment que des groupes ethniques entiers se composent de criminels et doivent être expulsés d'Europe ; ils proclament que certaines religions sont irrémédiablement violentes ; ils insinuent que des actes de terreur commis par des loups solitaires d'extrême droite pourraient être justifiés ; et ils lancent des insultes racistes à des représentants d'États membres. Toutes ces formes de discours haineux incitent à la violence, outrepassent la liberté d'expression et méritent des réactions immédiates.

**Manifestation de haine et d'agression, l'extrémisme** est un phénomène dangereux. Il faut faire prendre conscience aux gens qu'en soutenant ou en acceptant tacitement l'extrémisme, ils soutiennent la violence. Et, dès que la violence se drap de légitimité et accède au pouvoir, elle risque d'être moins maîtrisable par des moyens judiciaires ou politiques. Toutefois, si nous devons isoler les extrémistes violents, nous devons aussi tenter d'engager un dialogue approfondi avec ceux qui soutiennent les partis et mouvements populistes ou radicaux, afin de leur offrir des alternatives.

**Le combat contre l'extrémisme et le populisme doit être considéré comme la responsabilité commune de la société européenne dans son ensemble**. Il doit être soutenu par tous les politiciens, par le système d'enseignement, par les médias et par la société civile, dans l'optique d'une protection de notre société démocratique et de nos valeurs partagées, et indépendamment de notre affiliation politique.

## Promouvoir de vraies alternatives d'avenir et faire campagne pour les valeurs communes

Notre conception de l'avenir de l'Europe et de ses États membres se décline dans une série de propositions conçues pour résoudre les problèmes auxquels sont confrontés l'Europe et ses citoyens et pour renforcer la confiance de la population dans l'UE :

- mise en place d'une approche durable de la migration et du droit d'asile, promotion de l'intégration et de la citoyenneté, mise en œuvre d'une politique d'asile commune, respect des droits de l'homme et solidarité entre États membres ;
- poursuite du combat pour la liberté de circulation des citoyens et des travailleurs, considérée comme un libre choix et non comme une démarche forcée par la pauvreté ou comme un moyen d'abuser des systèmes sociaux ;
- combat pour des normes du travail et des normes sociales élevées, applicables à l'ensemble des travailleurs, adossé à la lutte contre le dumping social ; à cet effet, demande d'une révision fondamentale de la directive sur les travailleurs détachés ;
- définir l'emploi et la croissance économique, et non les mesures d'austérité et les coupes, comme le cœur de la politique économique ;
- promouvoir la garantie européenne pour les jeunes afin de leur assurer des emplois de qualité ;
- combattre la pauvreté et construire une Europe plus équitable sur le plan social, en équilibrant les objectifs sociaux et économiques ;
- rendre le processus de décision de l'UE plus démocratique et ouvert au débat et à la consultation publics ;
- élaborer une politique économique plus favorable à l'industrie, en soutenant la ré-industrialisation transectorielle et la refonte du secteur financier pour le financement de l'économie réelle ;
- promouvoir l'égalité des sexes et réduire l'écart de salaires entre hommes et femmes ;
- promouvoir en permanence l'égalité et combattre la discrimination fondée sur le sexe, l'origine raciale ou

ethnique, la religion ou les croyances, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle.

Notre première priorité, toutefois, consiste à apporter des solutions aux crises économique, financière et sociale. **Les forces traditionnelles de tout le spectre politique doivent répondre et s'attaquer aux préoccupations des citoyens européens.** Nous devons nous attaquer au **chômage, à l'austérité, à la pauvreté, à l'immigration ; nous devons définir une identité culturelle sans faire appel au discours xénophobe et aux fausses réponses.** En engageant le débat avec les citoyens et en leur proposant des solutions tangibles, nous arracherons leur masque rebelle et antisystème à l'extrémisme et au populisme.

Nous voulons **relancer l'idée européenne, regagner la confiance de la population** et ranimer leur enthousiasme pour le projet européen. Nous voulons leur rappeler les raisons de la création de l'UE et ce qu'elle représente : la paix, la liberté, la modernité et l'unité dans la diversité.

Nous voulons promouvoir une **Europe inclusive, qui considère l'intégration comme une entreprise commune et respectable dont le but est le vivre ensemble en bénéficiant de la diversité.** Nous devons engager plus de débats à tous les niveaux, y compris local, avec des gens de milieux et d'origines divers. Il s'agit de créer une base de discussion commune et d'apprendre les valeurs qu'ils partagent.

Nous devons nous attaquer à la xénophobie et à la violence sociale en menant une campagne positive, qui implique la société civile, des groupes de victimes, des institutions dédiées à la protection et la cohésion sociales. Nous devons lancer des projets pour informer et former des étudiants sur les valeurs démocratiques européennes, et pour développer leur pensée critique. C'est par le système d'enseignement, les sports, internet, les médias sociaux et les médias de masse que nous pouvons toucher les gens en général et les jeunes en particulier.

### Renforcer nos outils démocratiques

Notre société démocratique dispose d'une vaste panoplie d'outils et d'institutions démocratiques qui peuvent servir à surveiller et évaluer l'extrémisme et la violence, et à intervenir en la matière. Certains de ces mécanismes sont déjà en vigueur, d'autres nécessitent un développement pour devenir effectifs.

Nous avons besoin d'un **cadre juridique clair et suffisamment dissuasif, appliqué effectivement par chaque État membre, pour contrer la discrimination, le discours de haine et le crime de haine**. Lorsque l'extrémisme et le populisme virent à l'illégalité, par l'incitation à la haine ou à la quasi agression physique ou psychologique, nous devons appliquer tout l'arsenal du droit pénal et des poursuites judiciaires pour enquêter et sanctionner de manière appropriée.

Afin de mieux appliquer la législation existante, l'UE et ses États membres doivent faciliter **la collecte et la publication de données statistiques concernant les crimes de haine, dans le cadre d'une réglementation claire et stricte**.

Nous devons poursuivre notre combat en faveur d'une **directive européenne qui sanctionne toutes les formes de discrimination**, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'environnement professionnel. Dans une Europe où il est question de migration, de droit d'asile, de minorités ethniques ou religieuses, d'égalité des sexes, il est capital de disposer d'un cadre juridique qui définit des critères de référence communs pour la protection de l'ensemble des citoyens contre toute forme de discrimination. **Une mise en œuvre plus efficace du cadre de décision du Conseil relatif à la lutte contre le racisme et la xénophobie, et son extension aux crimes relatifs aux genres**, constitue pour nous un autre point important.

Une des priorités devrait être la mise en œuvre du **Tableau de bord de l'État de droit dans l'UE créé par la Commission**, qui mesure la situation de l'État de droit et des valeurs fondamentales dans chacun des États membres. Cela dotera

l'UE d'une panoplie complète de systèmes de surveillance : dialogue politique, persuasion morale, soutien financier et technique, violation légale et, en dernier ressort, l'article 7 du Traité de l'Union européenne, la fameuse « arme nucléaire ».

**La nouvelle législation de l'UE concernant le financement des partis politiques européens, garante du respect des valeurs fondatrices de l'Union européenne, doit être strictement appliquée.**

### Protéger les principes fondamentaux et les libertés publiques de l'Union européenne

**Les valeurs fondamentales ne sont pas un luxe que nous pouvons nous permettre d'abandonner en temps de crise économique**. Au contraire, nous devons plus que jamais adhérer aux valeurs garanties par les traités (article 2 du TUE), comme le « respect de la dignité humaine, de la liberté, de la démocratie, de l'égalité, de l'État de droit et des droits de l'homme, y compris des droits des personnes appartenant à des minorités ». En effet, tous les États membres se sont engagés à respecter et à protéger ces valeurs fondamentales. Toutefois, à l'heure actuelle elles sont menacées, remises en cause directement par l'extrême droite ou de manière plus insidieuse par les gouvernements de droite, appâtés par les gains électoraux potentiels de la rhétorique populiste.

En tant que première force progressiste d'Europe, il est de notre responsabilité de nous engager encore plus vigoureusement dans la promotion du « pluralisme, de la non-discrimination, de la tolérance, de la justice, de la solidarité et de l'égalité entre hommes et femmes » comme valeurs fondamentales de notre société. Nous devons poursuivre notre combat en faveur de **l'amélioration des mécanismes de protection de la démocratie, de l'État de droit et des droits et libertés fondamentaux dans l'Union européenne**. À cet effet, nous devons, entre autres, créer de nouveaux outils qui permettent de sanctionner les violations commises par les États membres.

# Suivi de presse

Depuis 2012, le groupe de travail effectue un suivi quotidien de l'extrémisme, du populisme, de la xénophobie et de la

discrimination. Il surveille les événements et les tendances générales en Europe, ainsi que les initiatives qui les combattent.

## 2012

Dans toute l'**Europe** et en particulier en Allemagne, au Royaume-Uni et en Italie, des chants racistes se sont fait entendre à l'occasion de matches de football. Dans le cadre de matches européens, l'UEFA a infligé à des sympathisants de Croatie, d'Allemagne, d'Espagne et de Russie des amendes pour comportement raciste.

Nous avons mis en lumière des cas d'insultes racistes sur Twitter, qu'un certain nombre de footballeurs et de vedettes ont quitté après avoir été pris pour cible. Twitter a indiqué qu'ils ne géraient ni filtraient le contenu de leur site. Ils ont toutefois insisté sur le fait qu'ils avaient défini une série de règles pour protéger les utilisateurs et promouvoir la bonne conduite. Toutefois, les experts qui suivent l'activité de l'extrême droite sur internet signalent la présence quotidienne de milliers de messages et tweets racistes, qui incitent à la violence.

En **Autriche**, un fonctionnaire du parti de la Liberté, responsable d'une affiche de campagne affirmant « Heimatliebe statt Marokkaner-Diebe » (Aimez la patrie plutôt que les Marocains voleurs) s'est excusé et a retiré l'affiche. Toutefois, ce slogan figurait sur les pancartes du parti de la Liberté lors des élections locales.

En **Allemagne**, une enquête est en cours concernant la Résistance nationale-socialiste, un groupe néonazi responsable des pires actes de violence commis par l'extrême droite dans ce pays depuis la Deuxième Guerre mondiale. En effet, ses membres ont assassiné une femme policière, tué par balle neuf immigrants, lancé deux attaques à la bombe et cambriolé 14 banques pour financer leurs opérations. L'arrestation de 24 membres du groupe néonazi interdit Aktionsbüro Mittelrhein a également souligné la persistance de la menace que représentent ces groupes dans toute l'Allemagne, particulièrement à l'est du pays.

En **Saxe**, le parlement du Land a expulsé huit députés d'extrême droite qui portaient des vêtements caractéristiques des néonazis allemands. Les députés du parti NPD refusaient de retirer leurs tee-shirts et chemises de la marque Thor Steinar.

En **Grèce**, les extrémistes de droite d'Aube dorée ont obtenu 6,9 % des voix aux élections nationales, qui leur ont rapporté 21 sièges au parlement. La montée en puissance d'Aube dorée a provoqué une hausse des agressions d'immigrants. Dans ce contexte, le ministère de l'Ordre public a supprimé la protection policière réservée aux députés d'Aube dorée.

En effet, il ne voulait pas confronter ses agents au dilemme d'avoir à protéger des personnages officiels qu'ils devaient aussi empêcher de violer la loi. Par ailleurs, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU a mis en lumière un nombre croissant d'agressions racistes contre des immigrants en Grèce. Dans une interview télévisée, le président d'Aube dorée Nikos Michaloliakos a déclaré, à propos de la Shoah, « qu'il n'y avait pas eu de chambres à gaz ni de crématoires à Auschwitz ». De plus, les procureurs d'Athènes ont ordonné l'arrestation d'un des députés du parti qui avait frappé une députée communiste lors d'un débat télévisé en direct.

Le parti eurosceptique d'extrême droite **hongrois** Jobbik a débuté sa campagne contre les politiques d'austérité du gouvernement par un rassemblement au centre de Budapest, où il a qualifié la politique gouvernementale de diktat imposé par l'Union européenne et les prêteurs internationaux. Toujours en Hongrie, des militants d'extrême droite ont brûlé le drapeau de l'UE et demandé que le pays quitte l'Union.

En juin 2012, le parlement hongrois a adopté une résolution contre les expressions extrémistes, le racisme et la xénophobie, suite à des remarques antisémites proférées par un député de Jobbik.

En janvier 2012, la nouvelle constitution de Viktor Orban était adoptée. Ses opposants ont affirmé qu'elle mettait en péril la position de la Hongrie au sein de l'Union européenne. Ils ont mis en lumière la volonté de Viktor Orban d'imposer un régime à parti unique et de réprimer les libertés individuelles. La Commission de Venise a trouvé « de nombreux éléments problématiques dans les lois qui régissent le système judiciaire », et elle a même appelé à amender la constitution. À un moment donné, la Commission européenne a envisagé de lancer une procédure de violation relative à l'indépendance judiciaire. Le 16 février 2012, le Parlement européen adoptait une résolution concernant les développements politiques en Hongrie. Déposé par les groupes des Socialistes &

Démocrates, des Libéraux, des Verts et de la Gauche unie/ Verts nordiques, le texte exprimait de « graves inquiétudes » au sujet « de l'exercice de la démocratie, de l'État de droit, du respect et de la protection des droits sociaux et des droits de l'homme, des procédures de contrôles et de contrepois, de l'égalité et de la non-discrimination ».

Aux **Pays-Bas**, Geert Wilders, fondateur du parti de la Liberté, a créé un site internet où chacun pouvait se plaindre de la « mauvaise conduite » de personnes d'origine polonaise, bulgare, roumaine et autres pays européens du Centre ou de l'Est, qui causaient des « nuisances » sociétales. Le site a provoqué une levée de boucliers réunissant la commissaire Viviane Reding, le président du Parlement européen Martin Schulz, les eurodéputés, ainsi que les ambassadeurs de 10 pays européens. Ceux-ci ont envoyé une lettre ouverte aux dirigeants des partis politiques des Pays-Bas pour protester contre le site. Hannes Swoboda, chef de file du Groupe S&D, a exhorté le gouvernement néerlandais à prendre position et fermer le site.

## 2013

Au début de l'année, la commissaire européenne aux Affaires intérieures Cecilia Malmstrom déclarait ceci : « jamais depuis la Seconde Guerre mondiale, les assemblées parlementaires n'ont compté un aussi grand nombre de mouvements politiques extrémistes. Dans certains pays, des néonazis se trouvent parmi les élus. »

En septembre, le centre d'études et de recherche DEMOS, basé à Londres, publiait un rapport intitulé « **Régressions : mesure de la démocratie au sein de l'UE** », commandé par le Groupe S&D. Le rapport faisait état d'un vrai déclin général de la démocratie à travers l'Union.

Counterpoint, un centre d'études et de recherche également basé au Royaume-Uni, indiquait que les élections européennes déboucheraient sur « une série de percées pour la droite radicale et populiste ». Il prédisait que, bien que le PE compterait probablement beaucoup plus d'eurodéputés d'extrême droite après les élections de 2014, il y avait peu de chance que ceux-ci imprimant leur marque sur la politique de l'UE. En effet, la plupart étaient motivés par un nationalisme dur et exclusif qui rendrait difficile toute coopération sur la scène européenne.

L'**UEFA** a adopté des sanctions plus sévères contre le racisme, comme la suspension de joueurs et d'entraîneurs et la fermeture de stades. La présence de chants et de bannières racistes a entraîné plusieurs sanctions au cours de l'année : amendes, matches sans public, fermeture de stade. Par ailleurs, la **FIFA** a annoncé qu'elle prévoyait de créer un groupe d'intervention pour plancher sur le racisme dans le football, après le départ du terrain par un joueur en raison d'insultes racistes. Le président Sepp Blatter a appelé à la formation d'un « front uni de la communauté du football dans notre politique de tolérance zéro envers le racisme ».

En **Bulgarie**, en mars, trois membres d'une famille de Roms étaient tués et un autre gravement blessé, par un officier de l'armée bulgare à la retraite qui vivait dans la maison voisine. La police avait dû être déployée dans le quartier pour éviter plus d'effusion de sang, parce que les familles roms menaçaient de se venger.

En **République tchèque**, durant un week-end d'août marqué par des manifestations d'extrême droite, 60 néonazis étaient arrêtés alors qu'ils tentaient d'attaquer la communauté rom d'Ostrava, à 300 km à l'est de Prague.

Geert Wilders, président du parti nationaliste **néerlandais** PVV, et Marine Le Pen, présidente du Front National **français**, ont tenté de former une coalition au Parlement européen, avec le Vlaams Belang belge et la Ligue du Nord italienne.

En **France**, au cours du mois d'août un sergent de l'armée de l'Air, lié à l'extrême droite, était mis en examen pour une tentative d'attaque terroriste contre une mosquée près de Lyon. Au lendemain de l'arrestation, près de cent cinquante musulmans se sont réunis autour de la mosquée pour protester contre la montée de « l'islamophobie ».

La mort de Clément Meric, étudiant de gauche âgé de 19 ans et tué par des militants d'extrême droite, a causé des manifestations de militants de gauche et a débouché sur l'interdiction de trois groupes d'extrême droite, soupçonnés d'implication dans l'assassinat : Troisième Voie, Jeunesses Nationalistes Révolutionnaires et Envie de Rêver.

L'agence de renseignements du Land de Brandebourg en **Allemagne de l'Est**, a exhorté les clubs sportifs du pays à ne pas ignorer le problème de l'extrémisme de droite dans leur milieu. Elle indiquait que des néonazis tentaient d'influencer activement la vie des clubs sportifs. D'après les travailleurs sociaux, les néonazis n'étaient plus aussi aisément identifiables que précédemment. Ils pratiquaient des tactiques beaucoup plus subtiles, en devenant d'abord des athlètes accomplis avant de commencer à recruter des jeunes. Les succès sportifs obtenus les plaçaient en meilleure position pour transmettre leurs idées, particulièrement aux enfants et aux jeunes.

En **Grèce**, le rappeur antiraciste Pavlos Fyssas a été poignardé à mort par un sympathisant d'Aube dorée. Bien que le parti ait nié toute implication dans l'assassinat, une enquête de grande envergure a été lancée. Elle a abouti à l'arrestation d'une série de membres d'Aube dorée, dont le dirigeant Nikolaos Michaloliakos et quelques députés, sous l'inculpation de constitution d'organisation criminelle ou d'appartenance à celle-ci. Parallèlement, le gouvernement décidait de faire adopter une loi antiraciste plus sévère. En mai, un député d'Aube dorée a été exclu d'une session parlementaire pour avoir crié « Heil Hitler ».

En août, quatre **Hongrois** étaient reconnus coupables de l'assassinat de six Roms, dont un enfant de cinq ans, lors de la vague d'agressions racistes qui avait sévi en 2008 et 2009. Trois d'entre eux ont été condamnés à la perpétuité et le quatrième à 13 ans d'emprisonnement.

L'Autorité nationale pour les médias, l'information et les communications a engagé des poursuites contre le journal de droite Magyar Hírlap, au sujet d'une diatribe antirom d'un de ses commentateurs. Zsolt Bayer avait écrit qu'une « partie significative » de la population rom de Hongrie était des animaux, et avait appelé à appliquer « par tous les moyens » une « solution finale » au problème. Membre fondateur du parti Fidesz, le commentateur avait écrit son article en réaction à des articles faisant état d'une bagarre dans un café de village où un homme avait été poignardé.

En juillet, le Parlement européen adoptait le rapport Tavares sur l'état de la démocratie en Hongrie. Celui-ci préconisait l'adoption par la Hongrie d'un ensemble de mesures de renforcement de la démocratie. Le Comité norvégien d'Helsinki a joint au rapport une liste d'organisations internationales, en nombre croissant, qui ont exprimé leurs inquiétudes au sujet de la politique du gouvernement hongrois.

En **Suède**, une série d'émeutes ont eu lieu en mai, dans une banlieue du nord de Stockholm. Après que de jeunes immigrants déçus eurent incendié des voitures, le local d'une école, des militants d'extrême droite les avaient pourchassés dans les rues.

Le parti de l'indépendance pour le **Royaume-Uni** (UKIP) lançait des prédictions exagérées pour exploiter les angoisses concernant une prétendue immigration de masse en provenance de Roumanie et de Bulgarie. L'UKIP plaçait ainsi ce thème au cœur de sa stratégie électorale pour 2014.

En Italie, Beppe Grillo et son mouvement eurosceptique Cinq étoiles obtenait le soutien de 26 % des électeurs lors des élections législatives. Le mouvement populiste a fondé sa campagne sur un discours anti-européen et antisystème et s'est déclaré partisan de la démocratie directe. Ses critiques qualifiaient Grillo plus de despote que de démocrate, en raison de l'emprise qu'il exerçait sur le mouvement.

Toujours en Italie, après sa nomination en avril la ministre de l'Intégration Cécile Kyenge a essuyé des remarques racistes de la part de politiciens d'extrême droite. Mario Borghezio, eurodéputé de la Ligue du Nord italienne affilié au groupe ELD au Parlement européen, a été expulsé du groupe eurosceptique en raison de remarques sur Cécile Kyenge, qualifiées de répugnantes par le président du groupe. Roberto Calderoli, un des quatre vice-présidents du sénat italien, a également proféré des commentaires insultants. En septembre, des militants du parti d'extrême droite Forza Nuova ont abandonné devant un bâtiment administratif, à Rome, des mannequins couverts de sang, en guise de protestation contre la proposition de la ministre d'accorder la nationalité italienne à toutes les personnes nées dans le pays. Quelque temps plus tard, des ministres de 17 États membres de l'UE se réunissaient à Rome pour condamner les actes racistes envers Cécile Kyenge et demander un nouveau pacte d'éradication du racisme en Europe.

# Activités du Groupe S&D

Le groupe de travail sur l'extrémisme, le populisme, le nationalisme et la xénophobie a lancé des événements, des missions d'établissement de faits ainsi que des projets pour

accélérer la prise de conscience du danger de l'extrémisme, pour en surveiller les tendances inquiétantes et proposer des initiatives.

## A. Conférences

### CONFÉRENCE SUR L'EXTRÉMISME : « UNE SOCIÉTÉ OUVERTE POUR ?TOUS »

**DATE** : 17 novembre 2010

**SUJET** : La lutte contre tous les types d'extrémisme, de xénophobie, d'intolérance et de haine.

**ORATEURS INVITÉS** : Martin SCHULZ, président du Groupe S&D - les professeurs József BAYER et András BALOGH - Poul Nyrup RASMUSSEN, président du parti socialiste européen.

Organisée à **Budapest** sous la présidence de Martin Schulz, bénéficiant de la participation de parties prenantes politiques et sociales, la conférence a mis en lumière la position du Groupe S&D sur l'extrémisme et élaboré un argumentaire de lutte contre l'extrémisme sous toutes ses formes. Au début du XXI<sup>e</sup> siècle, la discussion sur l'extrémisme restait largement absente du débat public, alors même que les groupes extrémistes commençaient à trouver le chemin des parlements et des gouvernements et obtenaient ainsi des plates-formes pour la diffusion de leurs idéologies. Dans ces conditions, le Groupe s'est donné pour objectif de maintenir un équilibre entre la défense de la liberté et la prévention du discours de haine.

Le 15 novembre, une délégation visitait des habitations de Roms, près de Budapest. Elle rencontrait par la même occasion Béla Schwartz, maire d'Ajka.

Après le débat, le Groupe S&D a adopté sa « Déclaration de Budapest », dans laquelle il affirme sa position sur la promotion des valeurs européennes et s'engage activement dans la lutte contre toutes les formes d'extrémisme et de xénophobie.

### MENACES SUR LA DÉMOCRATIE ET LA LIBERTÉ DES MÉDIAS

**DATE** : 18 novembre 2010

**SUJET** : Attaques contre la liberté des médias : pressions et menaces à l'encontre de l'indépendance des journalistes au sein des États membres de l'UE

**ORATEURS INVITÉS** : Martin SCHULZ, président du Groupe S&D - Maria BADIA i CUTCHET, vice-présidente du Groupe S&D - Hannes SWOBODA, vice-président du Groupe S&D - Catherine TRAUTMANN, eurodéputée - Tanja FAJON, eurodéputée - Ivailo KALFIN, eurodéputé - Victor

BOSTINARU, eurodéputé - Sergei STANISHEV, Le président du parti socialiste bulgare - Aidan WHITE, secrétaire général de la Fédération internationale des journalistes - Velislava DAREVA, journaliste au journal Duma - Borislav TSEKOV, président du Conseil des gouverneurs de l'Institut de politique moderne - Emilia NEDEVA, Association pour l'intégration européenne et les droits de l'homme.

À **Sofia en Bulgarie**, les journalistes ont participé à un débat sur la liberté de la presse. Le Groupe a abordé le sujet des conséquences des menaces qui pèsent sur la liberté des médias. Les participants ont dénoncé non seulement les initiatives contre la presse en Bulgarie et en Roumanie, mais aussi les pressions que subit la liberté de la presse en France, en Italie, en Pologne et à travers l'Europe. Serguei Stanishev et Martin Schulz ont souligné les liens entre intervention gouvernementale et censure des médias, ainsi que la pression exercée sur ceux-ci. La spectaculaire détérioration des conditions de travail des journalistes a été également soulevée, ainsi que le rôle de la liberté de la presse comme garant de la démocratie.

Les participants ont souligné qu'il fallait rester vigilants au sujet des conglomérats économiques dotés de capital transfrontalier, susceptibles d'exercer des pressions sur les médias. Le Parlement européen doit jouer le rôle-clé de gardien de la liberté des médias dans les États membres.

<http://www.socialistsanddemocrats.eu/newsroom/media-freedom-and-democracy-under-threat-throughout-eu>

<http://www.socialistsanddemocrats.eu/events/sd-conference-media-freedom-and-democracy-under-threat-sofia-18-november-2010-national-palace>

## MEDIA FREEDOM UNDER THREAT: NATIONAL PROBLEMS, EUROPEAN SOLUTIONS?



**DATE :** 3 mars 2011

**SUJET :** Discussion sur la détérioration rapide de la liberté de la presse dans des pays comme la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie, l'Italie et la France.

**ORATEURS INVITÉS :** Jacki DAVIS, président ; Maria BADIA i CUTCHET, vice-présidente du Groupe S&D - Ioana AVADANI, directeur général du Centre du journalisme indépendant, Roumanie - Roberto NATALE, président de la Federazione Nazionale Stampa Italiana, Italie - Borislav TSEKOV, directeur de l'Institut de la politique moderne, Bulgarie - Jean-Marie CHARON, sociologue auprès du CNRS, France - Gábor HORVÁTH, rédacteur en chef adjoint au Népszabadság, Hongrie - Lorenzo CONSOLI, ancien

président de l'Association internationale de la presse - Xavier VIDAL-FOLCH, directeur adjoint d'El País, et président du Forum mondial des rédacteurs - Aidan WHITE, secrétaire général de la Fédération internationale des journalistes - Valeriya VELEVA, Trud, Bulgarie - Carlo VERNA, Unione sindacale giornalisti RAI, Italie - László HALÁK, Alliance nationale des journalistes hongrois, Hongrie.

La conférence réunissait au Parlement européen des eurodéputés et des experts, pour aborder la situation des médias en Hongrie, en Roumanie, en Bulgarie, en Italie et en France. Cette situation était qualifiée de dangereuse, en dépit de l'existence de lois nationales et européennes. Les participants ont appelé la Commission à présenter des règlements appropriés pour contribuer à la création d'un climat plus favorable à la presse au sein de l'UE et pour promouvoir activement l'harmonisation des normes en matière de liberté des médias. L'UE doit donner au reste du monde un exemple positif, en promouvant les droits fondamentaux. Elle doit condamner plus vigoureusement les violations de la liberté des médias en son sein et surveiller les actions des gouvernements de certains États membres, qui font activement obstruction à la mise en place de mesures de protection de la liberté de la presse.

<http://www.socialistsanddemocrats.eu/events/sd-group-conference-media-freedom-under-threat-national-problems-european-solutions-thursday#1>

## « INFLUENCE DE L'EXTRÊME DROITE SUR LA POLITIQUE TRADITIONNELLE »

**DATE :** 1<sup>er</sup> juin 2011

**SUJET :** La montée de l'extrémisme et la menace potentielle de son influence sur le processus d'élaboration des politiques.

**ORATEURS INVITÉS :** Jacki DAVIS, président - Hannes



SWOBODA, vice-président du Groupe S&D - Monika FLAŠÍKOVÁ BEŇOVÁ, vice-présidente du Groupe S&D - Claude MORAES, eurodéputé, coordinateur S&D à la commission des libertés civiles - Anton PELINKA, professeur à l'université d'Europe centrale, Hongrie - Jean-Yves CAMUS, professeur à l'Institut des relations internationales et stratégiques, France - Andres KASEKAMP, professeur à l'université de Tartu, Estonie - Nick LOWLES, rédacteur au Searchlight Magazine, Royaume-Uni - Jan Marinus WIERSMA, expert en matière de droites radicales et de minorités - Andreas HIERONYMUS, membre du bureau exécutif du Réseau européen contre le racisme (ENAR).

Cette table ronde organisait, au **Parlement européen à Bruxelles**, un dialogue avec des experts au sujet de la montée de l'extrémisme, du populisme, du nationalisme et de la xénophobie au sein de l'UE. Les participants ont souligné leurs inquiétudes au sujet de la tendance des forces politiques de centre droit à intégrer à leurs programmes des thématiques d'extrême droite, souvent en violation directe des valeurs fondamentales de l'UE. Seule la discussion permettra d'élaborer des solutions pour combattre la popularité croissante des extrémistes et des populistes. Les sessions étaient consacrées aux sujets suivants : premièrement,

« L'impact de l'extrémisme sur la politique traditionnelle – expériences nationales en la matière » ; deuxièmement, « La réponse européenne du Groupe S&D », qui propose une perspective tant nationale qu'européenne. Parmi les parties prenantes figuraient des experts internationaux, des chercheurs, des représentants des ONG ainsi que des membres du Groupe S&D. Ils ont présenté des idées nouvelles pour contrer les discours extrémistes.

### « L'INTÉGRATION SOCIALE COMME CLÉ POUR UNE ÉCONOMIE OUVERTE ET ÉQUITABLE »

**DATE** : 25 novembre 2011

**SUJET** : La migration est devenue un des sujets les plus utilisés et les plus galvaudés du débat politique européen. La conférence a abordé les effets de la migration sur le marché du travail et sur le développement économique des pays d'accueil.

**ORATEURS INVITÉS** : Hannes SWOBODA, vice-président du Groupe S&D - Matt CAVANAGH, directeur associé pour la Politique migratoire du Royaume-Uni, Institute for Public Policy Research, Royaume-Uni - Jesús FERNÁNDEZ-HUERTAS MORAGA, chercheur, Fondation pour les études en économie appliquée, Espagne - Emir KIR, ministre de l'Action sociale et des Relations internationales, Belgique.

Organisée au **Square Meeting Centre à Bruxelles**, la conférence a abordé les conséquences économiques de l'intégration sociale. Parmi les participants figuraient des responsables politiques et des instituts de recherche. Ils ont discuté des liens entre les mouvements syndicaux et les politiques économiques de l'UE et des États membres. Il s'agissait de favoriser une discussion factuelle au sujet des effets de la migration sur le marché du travail, les prestations sociales, et d'aborder les avantages et défis qu'elle représente pour les pays hôtes.

La crise financière a provoqué une hausse du chômage et aggravé le scepticisme concernant l'efficacité de l'intégration sociale et de l'équité économique. Alors que la crise financière a encore aggravé l'insécurité dans laquelle vivaient les citoyens les plus vulnérables, il est important de protéger l'ensemble des citoyens européens. Les participants ont souligné l'importance centrale de l'enseignement et de la formation pour réaliser l'intégration, ainsi que celle de la réduction des discriminations au niveau de la main d'œuvre.

<http://www.socialistsanddemocrats.eu/newsroom/social-integration-precondition-fair-and-open-economy>

[http://www.hannes-swoboda.at/wp-content/uploads/2011/11/HSwoboda\\_Social-Integration.pdf](http://www.hannes-swoboda.at/wp-content/uploads/2011/11/HSwoboda_Social-Integration.pdf)

**MORE OPENNESS | MORE DEMOCRACY**

**The Response to The Oslo and Utøya attacks**

**THURSDAY 8 DECEMBER**  
09.00 - 12.00  
Athens - Eglise St-S. European Parliament - Brussels

**Speakers:** HANNES SWOBODA, Vice-President of the S&D Group  
MATT CAVANAGH, Director of the Institute for Public Policy Research  
JESÚS FERNÁNDEZ-HUERTAS MORAGA, Researcher at the Fundación para el estudio de la economía aplicada  
EMIR KIR, Minister of Social Affairs and International Relations

**S&D** Group of the Progressive Alliance of Socialists & Democrats in the European Parliament

**Facebook** **Twitter** **YouTube**

## « PLUS D'OUVERTURE, PLUS DE DÉMOCRATIE » : LA RÉPONSE AUX ATTAQUES D'OSLO ET UTØYA

**DATE** : 6 décembre 2012

**SUJET** : Les attaques de 2011 à Oslo et sur l'île d'Utøya en Norvège, et la réponse de la société norvégienne.

**ORATEURS INVITÉS** : Hannes SWOBODA, président du Groupe S&D - Sylvie GUILLAUME, vice-présidente du Groupe S&D - Miguel Angel MARTINEZ MARTINEZ, vice-président du Parlement européen - Anna HEDH, eurodéputée - Prableen KAUR, membre de l'organisation des jeunes du parti travailliste norvégien ; Trond BLATTMANN, président du Groupe de soutien aux victimes du 22 juillet - John HESTNES, vice-président du Groupe de soutien aux victimes du 22 juillet - Vibeke Hein BAERA, avocat auprès d'Advokatfirmaet Lippestad AS - Øyvind STROMMEN, journaliste et auteur de l'ouvrage Eurofascism - Jean Paul MARTHOZ, vice-président de la division Europe/Asie centrale de Human Rights Watch - Matthew GOODWIN, université de Nottingham - Jean Yves CAMUS, Institut des Relations internationales et stratégiques, Paris - Erika FATLAND, anthropologue.

Organisée au **Parlement européen à Bruxelles**, la conférence s'est penchée sur l'influence et les conséquences des attaques tragiques du 22 juillet 2011 en Norvège. En dépit des leçons qui auraient dû être tirées sur la pente que mène de l'extrémisme à l'idéologie qui a déclenché ces actes, ces tendances continuent à exercer une influence sur des individus et des mouvements dans toute l'Europe. Il ne s'agissait pas d'un incident isolé, mais d'un événement représentatif d'un mouvement extrémiste plus vaste en Europe.

Or, la réaction de la population norvégienne a été surprenante. En manifestant sa résolution à ne pas céder à la peur et en réaffirmant son engagement envers « l'ouverture et les valeurs démocratiques », elle a envoyé un message empli de dignité, de simplicité et de force au monde.

Réunissant des personnes directement touchées par les événements, ainsi que des scientifiques et des praticiens qui étudient l'extrémisme, la conférence a analysé la dynamique des attaques ainsi que celle des mouvements futurs. En effet, les attaques d'Oslo et Utøya pourraient annoncer la montée en puissance d'autres groupes d'extrême droite en Europe. Pour prévenir la diffusion de l'extrémisme violent, nous devons comprendre ses causes ainsi que son idéologie et ses réseaux de diffusion.

La réponse digne et courageuse de la société norvégienne, qui s'est résolument prononcée en faveur de l'ouverture et de la démocratie, doit servir d'exemple à la société européenne dans son ensemble.

<http://www.socialistsanddemocrats.eu/events/sd-conference-more-openness-more-democracy-response-oslo-and-ut%C3%B8ya-attacks-thursday-6#1>

<http://www.socialistsanddemocrats.eu/newsroom/extremism-and-open-societies-lessons-norway-after-ut%C3%B8ya>

<https://www.youtube.com/watch?v=0PcK67W4svY>

## « CAMPAGNE POUR LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES ROMS 2013 »

**DATE** : 6 - 8 avril 2013

**SUJET** : Célébration de la Journée internationale des Roms et lancement d'une campagne de sensibilisation.

**ORATEURS INVITÉS** : Juan de Dios RAMIREZ HEREDIA, ancien eurodéputé S&D, président de l'Union Romani espagnole – stagiaires S&D dans le cadre de la bourse « Jeunes Roms » : Rafael CARMONA FERNANDEZ, Marietta HERFORT, Roman KROK.

À l'occasion de la Journée internationale des Roms de 2013, le Groupe S&D a mené campagne pour sensibiliser les citoyens et pour favoriser l'intégration et l'autonomisation des Roms. Il a aussi avancé des recommandations politiques pour l'inclusion des Roms (voir le lien ci-dessous). La promotion de la campagne s'est effectuée sur internet, tant sur le site S&D que via les réseaux sociaux. Le Groupe S&D a aussi collaboré avec des ONG, participé à des événements et soutenu d'autres campagnes contre la discrimination. Au cours de la campagne, le président du Groupe S&D Hannes Swoboda a reçu des délégations de militants roms, invités par ailleurs à participer à des réunions et discussions du Groupe S&D sur l'intégration des Roms.

La campagne s'est conclue le 8 avril par un événement final pour marquer la Journée des Roms, dans le cadre de la réunion du Groupe S&D. Celle-ci a mis à l'honneur la culture et le potentiel roms. Des eurodéputés S&D ont aussi participé à un débat avec le premier Rom à siéger au Parlement européen, Juan de Dios Ramirez Heredia, ancien membre du Groupe socialiste, qui est intervenu au sujet de l'autonomisation. Le moment le plus émouvant était le partage par trois stagiaires roms de leur expérience de jeunes professionnels confrontés à une discrimination permanente mais n'abandonnant jamais l'espoir ni le combat pour de meilleures opportunités et un avenir meilleur.

Le Groupe S&D anime un programme de stage pour Roms, qui sélectionne chaque année de jeunes Roms dans toute l'Europe pour accomplir un stage au secrétariat du Groupe. Mis sur pied en 2010, ce programme a connu un grand succès et constitue une expérience enrichissante pour les deux parties.

Brochure:

[http://www.socialistsanddemocrats.eu/sites/default/files/SD-ROMADAY-LEAFLET\\_PbP\\_WEB.pdf](http://www.socialistsanddemocrats.eu/sites/default/files/SD-ROMADAY-LEAFLET_PbP_WEB.pdf)

<http://www.socialistsanddemocrats.eu/newsroom/sd-group-calls-eu-commissioner-roma-issues#1>

## **PRÉSENTATION DU RAPPORT DE DEMOS : « RÉGRESSIONS : MESURER LA DÉMOCRATIE AU SEIN DE L'ÉU »**

**DATE:** 18 septembre 2013

**SUJET :** Avant-première du lancement de l'étude de DEMOS concernant les menaces qui pèsent sur la démocratie dans l'Union européenne.

**ORATEURS INVITÉS :** Hannes SWOBODA, président du Groupe S&D – Sylvie GUILLAUME, vice-présidente du Groupe S&D - Juan Fernando LOPEZ AGUILAR, président de la commission LIBE - Kinga GÖNCZ, vice-présidente de la commission LIBE - Massimo D'ALEMA, président de la FEEP - Ernst STETTER, secrétaire général de la FEEP - Jonathan BIRDWELL et Chris TRYHORN, auteurs du rapport - Ralph SCOTT, responsable de la communication auprès de DEMOS ; ainsi que des représentants du PSE, de la FEEP, d'OSI et du Groupe PSE au Comité des Régions.

Organisé à l'**hôtel Léopold de Bruxelles**, l'événement a attiré un grand nombre d'eurodéputés S&D, des ONG réputées et des experts en matière de démocratie et d'État de droit. Deux auteurs du rapport, Jonathan Birdwell et Chris Tryhorn, ont présenté leurs résultats qui concernaient la situation de la démocratie en Europe, tant à l'échelle macro que micro. Les participants ont aussi discuté d'un ensemble de propositions pour des actions futures.

Le rapport produit par DEMOS constitue une des analyses les plus approfondies de l'état de la démocratie dans l'Union européenne et ses États membres. Il élabore une série d'indicateurs relatifs aux droits fondamentaux, à la démocratie et à l'État de droit dans l'UE, et propose des critères de référence communs à développer.

[http://www.socialistsanddemocrats.eu/sites/default/files/DEMOS\\_report%20\\_executive\\_summary\\_0.pdf](http://www.socialistsanddemocrats.eu/sites/default/files/DEMOS_report%20_executive_summary_0.pdf)

<http://www.demos.co.uk/publications/backsliders>

## « INCLUSION DES ROMS - DÉFIS ET OPPORTUNITÉS AU NIVEAU LOCAL »

**DATE:** 5 décembre 2013

**SUJET :** Inclusion des Roms au niveau local et importance de l'action locale dans la mise en œuvre des stratégies nationales d'intégration des Roms.

**ORATEURS INVITÉS :** Mark ROGERSON, président - Hannes SWOBODA, président du Groupe S&D - Sylvie GUILLAUME, vice-présidente du Groupe S&D - Kinga GÖNCZ, vice-présidente de la commission LIBE - Ioan ENCIU, eurodéputé - Roger STONE, dirigeant du conseil municipal métropolitain de Rotherham - Andriana SUKOVA TOSHEVA, Commission européenne, directrice de l'économie sociale de marché dans les états membres - Jean-François PLOQUIN, directeur général du Forum Réfugiés-Cosi - Francisca PLEGUEZUELOS AGUILAR, chef de la délégation régionale d'Andalousie auprès de l'Union européenne - Alekos TSOLAKIS, expert du Fonds européen de développement régional à la Commission européenne - Heinz SCHADEN, maire de Salzbourg - Dilek KOLAT, ministre berlinois des Affaires sociales - Damian DRAGHICI, secrétaire d'État et conseiller spécial sur les Roms auprès du premier ministre roumain - Lili MAKAVEEVA, directrice de l'association Integro.

L'événement était organisé conjointement par le Comité des Régions et le groupe PSE. Il a eu lieu au **Parlement européen à Bruxelles**. Le débat s'est focalisé sur le rôle des autorités locales dans le processus d'intégration, et la perspective tridimensionnelle à attribuer à l'inclusion des Roms : à niveau local, national et européen.

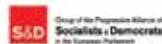
## CONFERENCE ON *Roma Inclusion* CHALLENGES AND OPPORTUNITIES AT THE LOCAL LEVEL



**THURSDAY 5 DECEMBER 2013**  
**09:00 - 12:30**

**European Parliament, Brussels**  
**Room A36-2**

► **REGISTRATION:** [s-d.roma-inclusion@europarl.europa.eu](mailto:s-d.roma-inclusion@europarl.europa.eu)



### CONFERENCE DEBATE

#### OPENING REMARKS

**Hannes Swoboda**  
S&D Group President  
**Sylvie Guillaume**  
S&D Group Vice-President  
**Roger Stone**  
CofP Rapporteur for Roma

#### 1<sup>st</sup> DEBATE

Good practices in Roma projects and financing opportunities at local, national and European level

#### 2<sup>nd</sup> DEBATE

Roma inclusion in a Europe without borders



La conférence a permis un dialogue intense entre autorités locales, régionales et nationales, membres du Parlement européen, experts, représentants de la société civile et de la communauté rom. Elle a permis l'échange de bonnes pratiques et la mise en avant des difficultés rencontrées de toutes parts dans le processus d'intégration. Un effort commun doit être consenti pour assurer la permanence du dialogue entre communautés rom et autorités, afin de trouver les meilleures

solutions pratiques. Les Roms doivent être constamment impliqués tant dans le processus d'élaboration des politiques que dans leur mise en œuvre.

<http://www.socialistsanddemocrats.eu/newsroom/socialists-and-democrats-european-parliament-and-committee-regions-join-forces-calling>

<http://www.socialistsanddemocrats.eu/fr/events/roma-inclusion-challenges-and-opportunities-local-level>

[http://pes.cor.europa.eu/NEWS/Pages/131205\\_Romaintegration\\_EN.aspx](http://pes.cor.europa.eu/NEWS/Pages/131205_Romaintegration_EN.aspx)

## DÉBAT SUR LA MONTÉE DE L'EXTRÉMISME ET DU POPULISME EN EUROPE

**DATE :** 5 mars 2014

**SUJET :** Débusquer la réalité derrière les discours populistes et extrémistes.

**ORATEURS INVITÉS :** Hannes SWOBODA, président du Groupe S&D - Sylvie GUILLAUME, vice-présidente du Groupe S&D - Magali BALENT, chef de projet auprès de la Fondation Robert SCHUMANN, France - Peter KREKO, directeur de Capital politique, Hongrie - Patrick DAHLEMANN, conseiller municipal à Torgelow, Allemagne

Le débat s'est tenu au **Parlement européen à Bruxelles**, en présence de deux experts réputés et d'un représentant des autorités locales. Ceux-ci ont présenté les résultats obtenus et l'expérience acquise dans leurs rapports sur l'extrémisme et le populisme d'extrême droite. Le débat avec les Membres du Parlement européen s'est focalisé sur les activités agressives de l'extrême droite en temps de crise. Les participants ont également indiqué qu'il était important de démonter la démagogie des populistes, à l'intérieur comme à l'extérieur du

Parlement européen, et de révéler au public l'écart entre leurs paroles et leurs actes. Au Parlement européen, les eurodéputés S&D sont témoins de l'absence d'activité ou de l'absence tout court des eurodéputés d'extrême droite, qui préfèrent s'exprimer lors des plénières pour être visibles par leurs électeurs mais ne participent pas au processus d'élaboration des politiques.

## AUTRES PRÉSENTATIONS ET ÉVÉNEMENTS

Les rapports et ouvrages suivants ont été présentés dans le cadre du groupe de travail : « Le nouveau visage du populisme numérique » - rapport de DEMOS, élaboré par Jamie Bartlett, Jonathan Birdwell et Mark Littler ; « Le populisme en Hongrie » - rapport de DEMOS et Political Capital, élaboré par Jamie Bartlett, Péter Krekó, Jonathan Birdwell, Jack Benfield & Gabor Gyori ; « Reconquérir le radical réticent : comment récupérer le vote populiste européen » - rapport de Counterpoint, élaboré par Catherine Fieschi, Marley Morris et Lila Caballero ; « Révolte à droite : explication du soutien obtenu par l'extrême droite en Grande Bretagne » - par Robert Ford et Matthew Goodwin.

<http://www.socialistsanddemocrats.eu/policies/extremism-and-populism>.

## B. Missions D' ENQUETE

### MISSION D'ENQUÊTE SUR L'EXTRÊME DROITE AU ROYAUME-UNI. ÉTUDE DE CAS : LA « ENGLISH DEFENCE LEAGUE » (EDL)

**DATE:** 26-27 mai 2011

**LIEU :** Luton et Barking, Royaume-Uni

**MEMBRES S&D DE LA DÉLÉGATION :** Hannes SWOBODA, président du Groupe S&D - Monika FLAŠIKOVA BEŇNOVA, vice-présidente du Groupe S&D - Richard HOWITT, eurodéputé - Kinga GÖNCZ, eurodéputée - Ioan ENCIU, eurodéputé - Emine BOZKURT, eurodéputée.

La délégation S&D a visité Luton au Royaume-Uni, pour évaluer l'influence de l'English Defence League (EDL), une organisation d'extrême droite antimusulmane créée à Luton au printemps 2009. Disposant d'environ 80 000 sympathisants sur Facebook et dans des groupes locaux de toute l'Angleterre, l'EDL avait organisé plus de 30 manifestations, dont un grand nombre se caractérisaient par l'islamophobie, le racisme et la violence.

Ce groupe d'extrême droite a été constitué en réaction aux pancartes « Bouchers de Bassora » et « Soldats anglais allez au diable » arborés par un petit groupe de manifestants, à l'occasion du retour à Luton du 2e bataillon du Royal Anglian Regiment. Lors de la manifestation subséquente de l'EDL, les manifestants ont attaqué des commerces asiatiques, détruit des voitures et menacé des passants. L'EDL a construit son réseau de soutien et d'influence à l'aide de Facebook. En dépit de la lâcheté des liens qui unissent le groupe, l'EDL a pu mobiliser facilement des milliers de sympathisants pour descendre dans la rue en de multiples occasions. Mais leur projet de devenir un parti politique légitime a finalement capoté.

Les eurodéputés ont condamné les actions de ce groupe raciste d'extrême droite visant à renforcer l'extrémisme, et souligné la nécessité de constituer un front commun contre la violence et l'extrémisme sous toutes ses formes.

Ils ont rencontré des représentants des pouvoirs locaux, des Membres du parlement et des représentants communautaires, organisé des débats et participé à la campagne « Carton rouge au racisme » dans les stades de football. Par ailleurs, la visite de la délégation a été marquée par une manifestation de l'EDL pour protester contre sa présence à Luton.

Ayant eu l'occasion d'observer la réponse de la population locale aux activités de l'extrême droite à Luton ; à Barking la délégation s'est plus concentrée sur la réaction au niveau politique et administratif. Dans ses rencontres avec les membres du parlement et les autorités locales, les principaux points de discussion étaient le parti BNP et la manière dont le parti travailliste et les conseillers répondaient à la présence de l'extrême droite au conseil municipal et étaient en mesure de la contrer. La députée Margaret Hodge a souligné à quel point il était important de rétablir le lien avec les citoyens. En s'occupant des préoccupations individuelles, le parti local pourrait ensuite s'attaquer à des sujets plus vastes ; en commençant par s'occuper des problèmes rencontrés au niveau local, on pourrait ensuite développer des initiatives au niveau national.

[http://www.lutontoday.co.uk/news/videos/video\\_visit\\_a\\_success\\_despite\\_edl\\_presence\\_1\\_2724052](http://www.lutontoday.co.uk/news/videos/video_visit_a_success_despite_edl_presence_1_2724052)

## MISSION D'ENQUÊTE – INCLUSION DES ROMS DANS LES PAYS D'ORIGINE - ROUMANIE

**DATE:** 26 juin 2012

**LIEU :** Village de Fantanele, Roumanie

**MEMBRES S&D DE LA DÉLÉGATION :** Hannes SWOBODA, président du Groupe S&D - Sylvie GUILLAUME, vice-présidente du Groupe S&D - Kinga GÖNCZ, vice-présidente de la commission LIBE - Ioan ENCIU, eurodéputé - Carmen ROMERO LOPEZ, eurodéputée - Emer COSTELLO, eurodéputée - Peter SIMON, eurodéputé.

La mission d'enquête dans le petit village de **Fantanele** (environ 2 300 habitants, la plupart d'origine rom), était organisée après la visite à Berlin du président du Groupe S&D Hannes Swoboda, où il avait rencontré des habitants du village émigrés dans la capitale allemande. Depuis plus de dix ans, ils constituaient une communauté paisible d'environ 700 âmes dans le quartier de Neukölln. Cette communauté rom avait également attiré l'attention de la presse internationale, en raison de sa provenance inhabituelle d'un seul village. Le Groupe voulait mieux comprendre les raisons de leur départ de Roumanie et déterminer ce qui pouvait être fait pour encourager le développement du village de Fantanele.

Sur place à Fantanele, cinq eurodéputés ont rencontré les autorités et la population locale et visité une école et des familles. Ils se sont entretenus avec les citoyens du village, sur leurs conditions de vie et les raisons du départ d'un grand nombre de leur co-villageois. Les autorités ont présenté une série de projets qu'ils souhaitaient développer, et tous ont étudié les projets susceptibles de réunir des familles séparées et de séduire les jeunes pour qu'ils reviennent et s'investissent dans l'agriculture.

## MISSION D'ENQUÊTE – CONTRER L'EXTRÉMISME GRÈCE

**DATE:** 1<sup>er</sup> Octobre 2012

**LIEU:** Athènes, Grèce

**MEMBRES S&D DE LA DÉLÉGATION :** Sylvie GUILLAUME, vice-présidente du Groupe S&D - Kinga GÖNCZ, vice-présidente de la commission LIBE - Emine BOZKURT, eurodéputée - Sylvana RAPTI, eurodéputée.

Durant leur visite à Athènes en Grèce, les eurodéputés S&D ont rencontré les acteurs concernés de la capitale grecque dont le maire, des ministres et autres responsables gouvernementaux. Une table ronde avec la société civile, des représentants d'immigrants, des autorités nationales et internationales a été organisée. Parmi les participants figuraient le Forum des réfugiés, des immigrants de deuxième génération, des femmes syriennes, des jeunes égyptiens, des représentants des communautés bangladaises, tanzaniennes et indiennes, des représentants de groupes de LGBTI, des victimes de la violence raciste, des représentants du médiateur grec, du Bureau du Haut-Commissariat aux réfugiés en Grèce, de la commission nationale des droits de l'homme, ainsi que du Réseau d'enregistrement de la violence raciste.

La mission avait deux objectifs principaux. D'abord, analyser l'étendue du soutien dont bénéficiait l'extrême droite en général et le parti Aube dorée en particulier ; ensuite, analyser les causes de ce soutien. Par ailleurs, la délégation voulait s'informer sur la situation des victimes de la discrimination et de l'agression extrémiste, et sur le travail d'associations comme Médecins du monde, qui assistent et hébergent des migrants. Les répercussions de la crise sur la société grecque transcendent les questions économiques et financières. Il règne une panne sociale, l'absence de confiance dans les institutions démocratiques ainsi qu'un sentiment d'insécurité sociale, économique et personnelle qui met la société sous

pression. La violence des rues a été stigmatisée, due à des organisations criminelles qui comptent dans leurs rangs d'autres migrants ou groupes extrémistes.

Une discussion sur les causes de l'insatisfaction de la population grecque envers la politique traditionnelle et du soutien croissant aux partis extrémistes, a fait ressortir deux points majeurs : les mesures d'austérité et le niveau élevé de migration illégale subie par la Grèce. Des actions concertées sont nécessaires à tous les niveaux : communautaire, local, national et européen, afin de s'attaquer aux problèmes très complexes de la société grecque.

Diverses propositions ont été avancées, dont les suivantes : création d'un solide front antinazi transpartisan ; lancement d'initiatives vigoureuses contre la criminalité de toute nature ; envoi d'un message politique clair contre l'extrémisme et la xénophobie ; création de réseaux de solidarité ; amélioration de la gestion des frontières de l'UE ; augmentation, au niveau européen, de la cohésion sociale et de la solidarité ; amendement du règlement Dublin II.

### MISSION D'ENQUÊTE – INCLUSION DES ROMS DANS LES PAYS D'ACCUEIL - FRANCE

**DATE:** 12 avril 2013

**LIEU:** Lyon, France

**MEMBRES S&D DE LA DÉLÉGATION :** Hannes SWOBODA, président du Groupe S&D - Sylvie GUILLAUME, vice-présidente du Groupe S&D

Cette mission d'enquête à **Lyon** était organisée par la vice-présidente S&D Sylvie Guillaume, en collaboration avec les autorités locales, pour inviter le président Hannes Swoboda et une délégation S&D à faire connaissance avec un projet pilote d'inclusion de Roms, mis en œuvre dans divers

quartiers lyonnais. Lancé par le Forum Réfugiés et financé par des autorités régionales et locales ainsi que par divers projets européens, le projet pilote Andatu est devenu un exemple d'intégration locale réussie. À la différence d'autres mécanismes, comme l'insertion en village, qui se sont souvent avérés discriminatoires et ont produit des résultats limités, le projet Andatu aborde la question sous un angle différent : la collaboration avec des Roms individuels et non en tant que communauté.

Il s'agissait de donner à des familles et des individus la possibilité de s'intégrer dans des appartements répartis sur toute la ville, plutôt que dans des communautés de ménages précaires. Les familles, qui répondaient à la condition préalable d'absence de casier judiciaire, signaient un contrat qui leur offrait un logement et une assistance permanente pour les aider à s'adapter au nouvel environnement. Les obligations des familles consistaient à payer leur part des charges du ménage, inscrire les enfants à l'école et à participer à des cours de langue et des programmes d'intégration professionnelle en préparation au marché du travail. Lancé avec quatre cents personnes, le projet pilote s'est avéré une vraie réussite, tant pour l'administration que les personnes concernées.

### MISSION D'ENQUÊTE – INCLUSION DES ROMS DANS LES PAYS D'ACCUEIL - BELGIQUE

**DATE:** 18 juin 2013

**LIEU:** Gand, Belgium

**MEMBRES S&D DE LA DÉLÉGATION :** Sylvie GUILLAUME, vice-présidente du Groupe S&D - Ioan ENCIU, eurodéputé.

La ville de Gand, troisième ville de Belgique et un de ses principaux centres universitaires, présente une population très diversifiée sur le plan ethnique, dont une communauté de Roms de différentes nationalités. La ville disposait déjà de plusieurs

programmes d'intégration fructueux, mais elle demandait une aide européenne pour relever les défis de l'intégration.

La journée a commencé par la visite du quartier du Dampoort, où des travailleurs sociaux ont présenté à la délégation des exemples de bonnes pratiques. Ils ont expliqué comment ils amélioreraient les mécanismes de communication avec les diverses communautés, en leur proposant des formations professionnelles, en organisant des activités sociales et culturelles pour les aider à s'intégrer et à améliorer leurs perspectives d'emploi. Les principaux défis avaient trait à la santé, aux comportements antisociaux et aux activités illégales. L'intégration est considérée comme un processus complexe, mis en œuvre en collaboration avec la ville, les organisations publiques et les ONG.

Lors d'une rencontre avec les autorités locales, la discussion s'est focalisée sur la nécessité de définir une politique européenne intégrée en matière d'intégration des Roms, en plus des stratégies nationales obligatoires.

Il s'agit de commencer la construction d'une Europe plus juste sur le plan social, qui met l'accent sur les salaires minimums et l'équivalence des conditions d'emploi ; de condamner les désavantages et la discrimination socio-économiques que subissent les Roms dans certains États membres, et d'agir contre cet état de fait ; de s'attaquer à la criminalité transfrontière ; d'élaborer de meilleures méthodes d'échange d'information entre initiateurs d'actions et décideurs politiques.

Le débat avec les représentants des communautés locales s'est concentré sur les groupes ethniques présents : raisons du départ de leur pays d'origine, perspectives d'avenir, vie et activités à Gand, travail accompli par certains au sein d'ONG. La question de l'autonomisation des Roms a également été abordée, ainsi que le financement dérisoire disponible et la capacité limitée à mettre en œuvre des projets fondés sur la communauté.

## C. ETUDE DES RÉGRESSIONS DÉMOCRATIQUES : MESURER LA DÉMOCRATIE AU SEIN DE L'UE

La commande d'une étude exhaustive et indépendante sur l'état de la démocratie dans l'UE a été une des principales initiatives du **Groupe de travail sur l'extrémisme, le populisme, le nationalisme et la xénophobie du Groupe S&D**.

En 2011, lorsque les ravages de la crise ont commencé à se faire ressentir, le Groupe S&D a prévenu que l'Europe était non seulement confrontée à une crise économique, mais aussi à une crise démocratique et sociale. Comme nous suivions depuis 2009 la montée des mouvements

extrémistes et populistes, nous avons pensé qu'il y avait lien de cause à effet entre cette montée et les mesures d'austérité irresponsables, la perte de confiance dans les institutions européennes et nationales et dans les partis politiques. Nous avons compris que l'UE avait besoin d'une évaluation démocratique approfondie.

En effet, l'aggravation de la pauvreté et l'explosion du chômage remettaient en cause le projet démocratique collectif européen lui-même. D'autant plus que pour les

citoyens, l'Europe était représentée par la *troïka*, un organe très lointain qui prenait des décisions sur leurs vies sans qu'ils puissent le contrôler. Ajoutée à la montée des mouvements extrémistes, les décisions controversées de gouvernements qui remettaient en question l'État de droit, renforçaient la nécessité d'une vue globale sur l'état de la démocratie au sein de l'UE. Ce rapport définit la démocratie à l'aide d'un ensemble exhaustif de critères de référence. Il analyse les causes des régressions et propose un jeu d'outils dont l'UE a besoin pour garantir le respect permanent de la démocratie et de l'État de droit en son sein.

Le Groupe souhaitait un rapport indépendant, susceptible de servir d'outil pour le renforcement de la démocratie. Il devait présenter un vaste tableau de la démocratie en Europe, définir des indicateurs applicables à l'ensemble des États membres, créer un index de la démocratie à l'échelle de l'UE et effectuer une étude de cas approfondie dans certains pays. Ce projet a été confié à DEMOS, un des grands centres transpartisans britanniques d'études et de recherches.

Le rapport propose une analyse approfondie et indépendante de la démocratie européenne. Il évalue des paramètres et des indices, susceptibles de définir la situation actuelle, décrit les actions pour prévenir la régression démocratique en Europe et y mettre fin. Il esquisse des approches pouvant servir aux institutions et décideurs politiques européens

pour renforcer et promouvoir les droits fondamentaux, la citoyenneté, la démocratie et l'État de droit. Cette étude analyse la substance spécifique de la démocratie européenne contemporaine. Elle aborde non seulement les aspects formels de la dynamique démocratique, mais aussi l'exercice pratique de la citoyenneté.

L'index démocratique a été créé non seulement à partir d'indicateurs électoraux et procéduraux traditionnels, comme le respect de l'État de droit, le niveau de stabilité politique, les droits et libertés fondamentaux ; il a aussi tenu compte de dimensions essentielles du processus démocratique, comme la possibilité pour les individus d'exercer activement leur citoyenneté, ainsi que du niveau – essentiel – du capital politique et social dont disposent les sociétés européennes, c'est-à-dire le niveau de confiance et de satisfaction par rapport à la politique et à la démocratie.

En présentant cette étude, le Groupe S&D a contribué au travail en cours au sein de l'UE, en avance sur les propositions de la Commission concernant l'État de droit. Il a ouvert un vaste chantier de débats politiques et sociaux sur la démocratie européenne et la participation démocratique en Europe.

[http://www.demos.co.uk/files/DEMOS\\_Backsliders\\_report\\_web\\_version.pdf?1380125822](http://www.demos.co.uk/files/DEMOS_Backsliders_report_web_version.pdf?1380125822)

# LA DROITE EXTRÊME ET RADICALE : UN DÉFI POUR LES SOCIAUX-DÉMOCRATES

## Éléments du débat

La droite radicale et extrême monte en puissance en Europe occidentale. Elle a obtenu un soutien considérable dans des pays comme le Danemark et les Pays-Bas, et elle siège pour la première fois au parlement suédois. Si la nouvelle droite radicale présente un grand nombre de points communs avec les partis d'extrême droite – souvent, sur un arrière-plan néofasciste – qui existent depuis bon nombre d'années en France, en Italie, en Autriche et en Belgique, il y a aussi des différences majeures. Le FN de Marine Le Pen a copié une série de politiques de cette nouvelle droite radicale. Parfois, certains de ces partis ont été acceptés comme partenaires de gouvernements de droite minoritaires, comme aux Pays-Bas. La nouvelle droite radicale se distingue par le fait qu'elle déplace le débat des thèmes raciaux (racisme, antisémitisme) vers des thèmes culturels. Ses vues sur les minorités ne sont plus fondées par l'ethnicité mais par la perception d'un conflit de religions (l'islam comme idéologie politique fasciste). Depuis le début de la crise européenne, ils ont ajouté l'opposition vigoureuse à l'UE à la liste de leurs priorités politiques. Si les partis de la droite radicale opèrent dans un cadre démocratique, leur organisation interne est généralement autoritaire.

Ils se présentent comme anti-élitistes, opèrent sur le mode de la provocation, font appel à un langage très dur, rejettent les compromis (au moins au niveau du discours) et attaquent les partis traditionnels pour leur incompréhension des citoyens ordinaires.

Ils sont très hostiles à la gauche et accusent les sociaux-démocrates de se tromper sur la migration et l'intégration, et d'être des technocrates exclusivement intéressés par leur promotion personnelle.

Ils prônent une sorte de chauvinisme de l'État providence (la « préférence nationale »), exploitent les ressentiments engendrés par la mondialisation et les « abus » du système social dont se rendraient coupables les immigrants. Ils visent les électeurs que l'on peut qualifier de « perdants de la mondialisation ». Ils prétendent que la majorité est menacée par une minorité. Ils profitent aussi des angoisses engendrées par la criminalité et l'intégration européenne. Ils prônent une assimilation à responsabilité individuelle, en remplacement des approches multiculturelles existantes. Certains nient carrément la possibilité de mélange de cultures différentes (ethno-pluralisme).

Ils profitent de la vague de conservatisme antisolidaire et antilibéral en Europe. Dans certains pays, les partis de droite les utilisent pour mettre en œuvre leurs politiques économiques conservatrices. Tout se passe comme si on assistait à la naissance d'une déclinaison nouvelle du politiquement correct, à l'opposé des attitudes tolérantes et multiculturelles qui dominaient nos sociétés et qui étaient prônées par les forces progressistes. Ce nouveau discours attire un nombre croissant d'électeurs et influence la politique traditionnelle. L'atmosphère de pessimisme permet à la droite radicale de brosser le tableau d'un monde dangereux contre lequel il faut

protéger la population. Dans le passé, nous voulions changer le monde ; aujourd'hui, c'est le monde qui nous change.

Les élections récentes dans les nouveaux États membres de l'UE témoignent aussi d'une montée des partis de la droite radicale et extrême, comme le montre l'exemple de la Hongrie. Toutefois, la droite radicale de cette région présente des caractéristiques différentes. Les questions identitaires y ont des soubassements historiques et ethniques et ne sont pas posées par la migration ou les différences religieuses. L'environnement politique est différent en raison des processus de transformation en cours et de l'absence de traditions politiques établies. Ces partis se préoccupent des « victimes » de l'intégration européenne et des électeurs frustrés par celle-ci. Ils combinent une politique anti Rom à une attitude fortement anti Union européenne.

### Que faire ?

Nous devons analyser en profondeur les évolutions de la droite radicale et extrême et étudier les mobiles de leurs électeurs. Si nous devons les combattre sur les principes, nous devons aussi nous attaquer aux causes de leurs succès électoraux. Dans un pays comme les Pays-Bas, la recherche montre que la plupart des électeurs ne sont pas tant motivés par une insatisfaction personnelle (leurs intérêts propres) que par un sentiment de malaise social (qu'arrive-t-il à leur environnement). Celui-ci les pousse à s'opposer aux partis politiques, tenus pour responsables de cette situation. Autrement dit, ils ne sont pas exclusivement motivés par la peur de l'étranger. En effet, un grand nombre de sympathisants du parti de la Liberté de Wilders estiment qu'il prône des idées trop radicales sur l'islam. Ce contexte plus large entraîne les questions et remarques suivantes.

Il n'y a pas de définition unique du populisme de droite ou du nationalisme extrême. Ces manifestations dépendent du

contexte régional et national. Il faut, par exemple, distinguer entre États en situation post soviétique, de pré adhésion à l'UE, de post adhésion et d'adhésion de longue date.

Nous devons analyser la corrélation entre la montée de la droite radicale et l'effondrement partiel de la social-démocratie. La gauche a-t-elle trop longtemps ignoré certaines aspirations populaires ? Avons-nous cessé d'être à l'écoute et avons-nous oublié de nous adapter ?

Nous devons étudier les conséquences de la mutation des paysages politiques sur le vote de classe et l'identification aux partis, en tant qu'indicateurs clés de la stabilité politique. Dans toute l'Europe, les partis qui se réclament du peuple éprouvent de grandes difficultés à conserver son soutien.

Or, l'histoire de l'immigration enseigne que les périodes d'ouverture sont suivies de périodes de tendance à la fermeture des frontières, et vice-versa. Aujourd'hui, cela est considéré par de nombreuses personnes comme l'aspect le plus visibles de la mondialisation, ce qui explique l'attrait de la droite radicale en la matière. Toutefois, est-il réaliste de tenter de fermer la porte, avec toutes les conséquences démographiques que cela implique ?

Les sociaux-démocrates et les socialistes doivent élaborer un nouveau discours : soit celui-ci crée des passerelles entre l'espoir et la peur, entre le cosmopolitisme et le nationalisme, entre le conservatisme culturel et l'économie progressiste – soit il opte pour l'une ou l'autre de ces orientations.

Nous devons étudier ce que nous pouvons apprendre des politiciens populistes, sans toutefois les copier. En effet, les sociaux-démocrates ne peuvent jamais devenir de purs électoralistes.

Nous devons discuter des limites de la tolérance « classique » dans les sociétés d'immigration. Les sociaux-démocrates ont

adopté la diversité : celle-ci a-t-elle des limites, lorsqu'elle est perçue comme une menace à la cohésion sociale ou comme un masque pour des attitudes non libérales ? Mais par-dessus tout, il semble qu'il faut prôner un nouveau sens de l'égalité.

Nous devons combler l'écart entre la définition traditionnelle de la citoyenneté rationnelle et les concepts plus émotionnels d'identité nationale. Mais avant de le faire, nous devons garder à l'esprit que l'identité est un concept vague. Avant de vouloir que l'autre devienne identique à nous, nous devons définir ce que nous sommes – et cette tâche n'est pas aisée.

Nous devons définir un nouveau champ de bataille, où les clivages socio-économiques se traduiront en politiques socio-culturelles.

## Conclusion

Si cette contribution se concentre sur le défi posé par l'extrême droite, la social-démocratie est aussi confrontée au populisme d'extrême gauche. Les partis de cette catégorie se focalisent sur les questions sociales. Ils proposent des

alternatives considérées comme irréalistes par les partis traditionnels, mais susceptibles, néanmoins, de séduire un grand nombre d'électeurs. Nous avons vécu cela aux Pays-Bas. Toutefois, à la surprise de nombreuses personnes, les électeurs néerlandais ont opté pour le pragmatisme, dans les dernières élections législatives.

En proposant des solutions plus crédibles et en étant honnêtes sur les conséquences de la crise européenne, les partis traditionnels ont pu réduire substantiellement l'adhésion aux thèses populistes. Cela ne signifie toutefois pas la disparition de leur pouvoir d'attraction. Ils conservent un très large réservoir où puiser. Leur degré de réussite dépend en particulier de l'évolution de notre modèle socio-économique dans les années à venir.

## Jan Marinus Wiersma

Associé auprès de la Fondation Wiardi Beckman,  
ancien membre du Parlement européen  
- Groupe des socialistes européens





[socialistsanddemocrats](https://www.facebook.com/socialistsanddemocrats)



[socsanddems](https://www.youtube.com/socsanddems)



[socsanddems](https://www.socsanddems.eu)



[TheProgressives](https://twitter.com/TheProgressives)

[www.socialistsanddemocrats.eu](http://www.socialistsanddemocrats.eu)